

Savoir(s)

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

n°17 Février 2013 1,50 €

Formation et recherche: échanges avec le Sud



Pixels d'Univers

**Les cellules souches
enfin capables de fabriquer
des muscles**

L'université
à la Manufacture

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

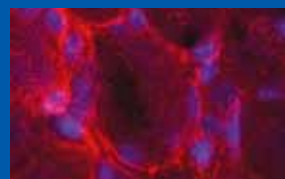


DOSSIER Formation et recherche : échanges avec le Sud...

9/12



Géographie : une tradition en perpétuelle évolution	10-11
Algérie-Strasbourg : des relations de qualité	12
Médecine : la longue marche de la coopération avec Shanghai	13
En guerre contre le paludisme	14-15
Sciences économiques et sociales : partenaires du développement	16



ACTUALITÉS	
La toute nouvelle équipe présidentielle	3
Axa soutient la chimie supramoléculaire à Strasbourg	3
Découvrez ou redécouvrez votre université	3



RECHERCHE-FORMATION	
Lutter contre la douleur	4
20 ans/years/Jahre	5
Pixels d'Univers	6
Au fond de la grotte, l'Homo Sapiens	7
Cultures et sociétés en Europe : labo cherche nouvelle impulsion	8



UN AUTEUR - UN LIVRE	
Johann Goeken - Des dieux, faire l'éloge	17



INNOVATION	
Les cellules souches enfin capables de fabriquer des muscles	18
Une première collaboration financée par un don	19



CULTURE	
Des échanges Erasmus pour construire l'Europe de demain	20
La culture numérique : je like ou je délirer ?	21



COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE	
Un resto U sur la sellette	22



Pass campus : quand le couteau suisse se grippe	23
---	----

GOVERNANCE	
La démocratie a choisi Alain Beretz	24-25

L'UNIVERSITÉ ET LA CITÉ	
L'université à la Manufacture	26

RETOUR AUX SOURCES	
La Misha fête ses 10 ans	27

LIBRE OPINION	27
----------------------	----

PORTRAIT	
Lucile Schirr dépoussière les archives	28

> Université de Strasbourg
CS 90032
67081 Strasbourg Cedex
> Tél. +33 (0)3 68 85 00 00
> Site web : www.unistra.fr
> Directeur de la
publication : Alain Beretz
> Directeur éditorial
et rédacteur en chef :
Philippe Breton
Contact : breton@unistra.fr
> Coordination
de la publication : Fanny Del

> Contact de la rédaction :
Service communication
de l'Université de Strasbourg
5, rue de l'Université
67000 Strasbourg
> Tél. +33 (0)3 68 85 11 40
> Comité de rédaction :
Floriane Andrey, Michèle Bauer,
Anne-Isabelle Bischoff, Philippe
Breton, Fanny Del, Jean-Marie
Gachon, Anne-Catherine
Hauglustaine, Caroline Laplane,
Anna Lazar, Elodie Legrand,
Jean de Micaute, Myriam Niss,
Elsa Poupardin, Frédéric Zinck.

> Ont participé à la
rédaction de ce numéro :
Floriane Andrey, Philippe Breton,
Fanny Del, Corinne Fugler,
Jean-Marie Gachon, Elodie
Legrand, Caroline Laplane,
Jean de Micaute, Myriam Niss,
Frédéric Zinck.
> Crédits photos :
Jean-François Badias : p. 19, 22
et 24. Nicolas Busser : p. 16,
17 et 28. Centre de culture
numérique : p. 21. CFHT/Celum/
Terapi/AssOmatic : p. 6.
Philippe Durringer : p. 7.
ESBS : p. 5. IGBMC : p. 18.
Inci : p. 4. iStockphoto : p. 1.
IUT de Haguenau : p. 11.

Ernest Laemmel/CUS : p. 26.
Jean-Yves Marc : p. 12. Misha :
p. 27. Rêves de jeunesse : p. 10
et 11. Catherine Schröder : p. 3,
23, 24 et 25. Serit : p. 11.
Tifany : p. 20. Guy Vincendon : p. 13.
> Création maquette :
Long Distance
> Mise en pages : Studio Etc.
> Imprimeur : Gyss imprimeur
> Tirage : 15 000 exemplaires
> ISSN : 2100-1766
> Savoir(s) est téléchargeable
à partir du site de l'Université
de Strasbourg www.unistra.fr.
> Pour envoyer vos suggestions
au comité de rédaction, un
courriel est à votre disposition :
fanny.del@unistra.fr.

Philippe Breton
Directeur éditorial

édito

L'université est en train de connaître une mutation fondamentale, notamment liée à la généralisation de l'emprise des nouvelles technologies. Mais le facteur principal de cette mutation reste le fait que l'université dispense maintenant un enseignement de masse et se voit sommée de faire s'élever le niveau de chacun, sinon de tous. Cette mission impossible a conduit à la disjonction, déjà critiquée en son temps par le professeur Georges Gusdorf, longtemps professeur de philosophie à la Faculté des lettres de Strasbourg, entre l'université (lieu du savoir) et l'enseignement supérieur (lieu de sa reproduction de masse). Jusqu'où ces deux fonctions sont-elles compatibles ? Face aux très nombreux problèmes que pose la massification de l'enseignement et surtout dans le rapport utilitariste au savoir qu'entretiennent aujourd'hui la plupart des étudiants, les nouvelles technologies proposent des solutions clés en main, notamment les cours en ligne. Sous l'impulsion de certaines expériences venues d'outre-Atlantique et pourtant peu aisément transposables, la mode des « cours sur internet » connaît un certain essor. Il faut prendre garde dans ce domaine de ne pas confondre technologie et modernité, technologie et progrès, et de se croire ainsi dispensé de tout débat sur le sujet. Il n'y a, en effet, rien d'évident dans ce domaine même si la généralisation de l'enseignement en ligne permettrait de résoudre en apparence nombre de problèmes. Ainsi, celui pointé par plusieurs collègues enseignants, qui est tout simplement l'accroissement, semble-t-il accéléré, de la difficulté de nombreux étudiants à prendre des notes structurées et utilisables. Leur donner un cours déjà écrit ne ferait que reporter la difficulté d'apprentissage que révèle le problème de la prise de note. L'impétuosité des techniciens à faire basculer tous les contenus sur internet ne serait qu'une fausse réponse à la difficulté de concentration qui affecte beaucoup d'étudiants dès lors qu'il ne s'agit plus d'images à consommer mais d'un face-à-face pédagogique qui implique une réception active du cours. On le voit, les questions ne manquent pas et, espérons-le, la communauté universitaire s'emparera de ce débat, sous peine d'en devenir des acteurs de plus en plus passifs. *Savoir(s)* ouvrira bientôt un dossier sur ce thème et les points de vue de nos lecteurs sur le sujet sont les bienvenus.

GOVERNANCE

LA TOUTE NOUVELLE ÉQUIPE PRÉSIDENTIELLE



Congrès du 22 janvier, lors duquel ont été élus les vice-présidents

Alain Beretz a été réélu à la fin de l'année 2012 (cf. article pages 24-25). Il est désormais entouré, depuis le congrès du 22 janvier, de neuf vice-présidents dont cinq nouveaux membres :

- Premier vice-président et vice-présidence Formations initiale et continue : Michel Deneken, professeur, Faculté de théologie catholique ;
- Vice-présidence Ressources humaines et politique sociale : Hugues Dreysse, professeur, UFR de physique et d'ingénierie ;
- Vice-présidence Recherche et formation

doctorale : Catherine Florentz, professeur, Faculté des sciences de la vie ;

- Vice-présidence Vie universitaire : Olivier Hoerd, étudiant en master, Institut des hautes études européennes ;
- Vice-présidence Partenariats avec les entreprises : Jean-Marc

- Jeltsch, professeur, École supérieure de biotechnologie de Strasbourg (ESBS) ;
- Vice-présidence Relations internationales : Francis Kern, professeur, Faculté des sciences économiques et de gestion ;
- Vice-présidence Patrimoine : Yves Larmer, maître de conférences, Faculté des sciences de la vie ;
- Vice-présidence Sciences en société : Édouard Mehl, maître de conférences, Faculté de philosophie ;
- Vice-présidence Finances : Jean-Yves Pabst, professeur, Faculté de pharmacie.

FONDATION

AXA SOUTIENT LA CHIMIE SUPRAMOLÉCULAIRE À STRASBOURG

Le Fonds Axa pour la recherche vient d'accorder à l'Université de Strasbourg le financement d'une chaire permanente en chimie supramoléculaire.

Le lien entre l'assurance et la chimie supramoléculaire n'est sans doute pas le plus évident qui soit. Pourtant, le Fonds Axa pour la recherche, qui finance le mécénat scientifique du groupe d'assurance du même nom, vient d'accorder 2,25 millions d'euros à l'Université de Strasbourg pour prendre en charge une chaire permanente en chimie supramoléculaire. La logique tient à ce que les assureurs s'intéressent de près aux pathologies liées au grand âge, dans un contexte de vieillissement croissant de la population occidentale. Or, la chimie supramoléculaire, qui est pourtant une science fondamentale, touche à la biologie et à la médecine. Elle offre des perspectives intéressantes de découvertes de nouveaux traitements de ces maladies de l'âge.

Ainsi la chaire a été confiée à Luisa de Cola, une chercheuse reconnue internationalement



dans cette spécialité scientifique, dont l'approche fondamentale des propriétés d'auto-assemblage *in vivo* de biomatériaux annonce une nouvelle vision du traitement de maladies liées au vieillissement. Son travail se place dans la continuité de celui de Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie en 1987 et fondateur de l'Institut de science et d'ingénierie supramoléculaires (Istis), qui accueillera la chaire Axa-Université de Strasbourg dans ses murs.

C. L.

PORTES OUVERTES

DÉCOUVREZ OU REDÉCOUVREZ VOTRE UNIVERSITÉ



Samedi 9 mars : Journée portes ouvertes (JPO) de l'Université de Strasbourg !

Cette manifestation, organisée pour la huitième année consécutive en coordination avec l'Université de Haute-Alsace, permet aux lycéens, à leurs parents ou accompagnants, d'assister à des cours magistraux, de visiter des salles de cours, de rencontrer des enseignants, d'autres étudiants, des associations et amicales, de prendre conscience des services offerts par l'université (bibliothèques, sport, relations internationales, vie universitaire), de s'informer sur la manière de s'inscrire... Les étudiants de l'Université de Strasbourg et d'ailleurs peuvent aussi s'informer sur la nouvelle offre de formation en master, la recherche et les études doctorales pour leur permettre une meilleure anticipation dans la construction de leur projet professionnel.

F. D.

En savoir plus :
www.campusalsacejpo.fr

Lutter contre la douleur

La douleur chronique est un problème de santé publique majeur qui réduit considérablement la qualité de vie. Aujourd'hui encore, l'arsenal thérapeutique existant reste limité. Plusieurs équipes de recherche strasbourgeoises tentent d'y remédier en essayant d'abord de mieux comprendre les mécanismes moléculaires et cellulaires impliqués. Zoom sur deux d'entre elles.

[Anne-Isabelle Bischoff]

La douleur chronique peut être associée soit à des phénomènes d'inflammation, soit à une atteinte du système nerveux, on parle alors de douleur neuropathique. L'équipe de recherche de Michel Barrot⁽¹⁾ se focalise sur cette dernière, pour laquelle il existe actuellement peu de traitements analgésiques efficaces. Depuis plusieurs années, il a été montré que des antidépresseurs ou des anti-épileptiques pouvaient soulager ce type de douleurs chez certains patients. « Nous nous intéressons aux mécanismes d'action de ces traitements en décortiquant l'ensemble de la cascade moléculaire impliquée, explique Michel Barrot. Cela nous permet à la fois de mieux comprendre la maladie et d'identifier de nouvelles cibles thérapeutiques potentielles. » Pour mettre au point de nouveaux médicaments, le chercheur sait s'entourer. Il collabore à la fois avec des pharmacochimistes⁽²⁾ de la Faculté de pharmacie, pour tester des molécules de chimiothèques, et des cliniciens⁽³⁾ des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, pour conduire un essai clinique.

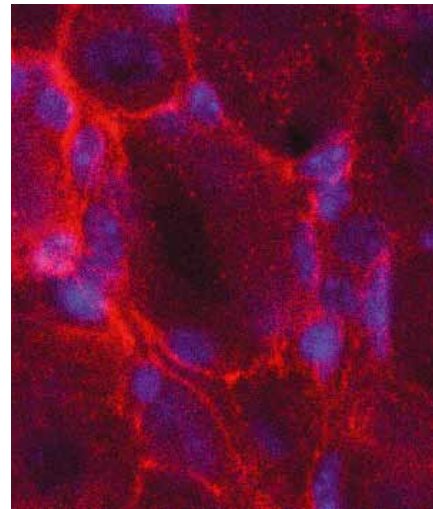
Mieux traiter les douleurs neuropathiques et leurs conséquences émotionnelles

Des recherches plus fondamentales sont également menées pour comprendre comment une douleur chronique peut conduire au développement de troubles émotionnels. En effet, près du tiers des patients souffrant de douleurs neuropathiques développent de l'anxiété ou une dépression. « Les troubles psychologiques observés apparaissent au fil du temps et de l'évolution de la maladie, sans qu'aucune hormone de stress ne soit induite », souligne Michel Barrot. D'après les travaux récents d'Ipek Yalcin⁽⁴⁾, chercheuse au sein du laboratoire, ces troubles émotionnels seraient liés à la plasticité du cerveau. La

douleur chronique, en modifiant certaines structures cérébrales à force de stimulations récurrentes, induirait également une interprétation différente des informations émotionnelles et les troubles qui en découlent. « Une fois les structures cérébrales identifiées, nous travaillerons à comprendre les mécanismes moléculaires en jeu par des approches génomiques et protéomiques », conclut Michel Barrot.

Comprendre et soigner l'hyperalgésie

À ce jour, le moyen le plus efficace de traiter des douleurs moyennes à sévères reste l'administration d'opiacés ou de ses dérivés. Cependant, leur utilisation prolongée entraîne l'apparition d'une tolérance à leur action analgésique et d'une hyperalgésie, c'est-à-dire une sensibilité accrue à la douleur. Frédéric Simonin⁽⁵⁾ et ses collaborateurs essayent de comprendre les mécanismes moléculaires et cellulaires à l'origine de ces phénomènes. « Nous nous intéressons à des récepteurs couplés aux protéines G (RCPG), impliqués dans le développement de l'hyperalgésie induite par les opiacés ainsi que par les douleurs persistantes, afin de comprendre leurs rôles dans la modulation de la nociception et les processus inflammatoires associés », précise le chercheur. À travers différentes collaborations locales et en associant des expertises complémentaires au sein même de l'équipe, Frédéric Simonin balaye à la fois les aspects moléculaires, génétiques et fonctionnels de ces mécanismes. L'une des finalités : identifier de nouvelles cibles thérapeutiques permettant d'empêcher l'apparition de l'hyperalgésie tout en maintenant l'action analgésique des opiacés. C'est presque chose faite, dans le cadre de sa collaboration avec Jean-Jacques Bourguignon⁽⁶⁾. « Nous avons



Photographie en microscopie confocale d'un ganglion rachidien, illustrant (en rouge) l'expression d'une protéine neuroimmunitaire ciblée par des traitements de la douleur neuropathique

montré que des molécules synthétisées par les chimistes et antagonistes de RCPG particuliers, améliorent l'efficacité des opiacés chez les rongeurs », explique le scientifique. Lorsque ces molécules sont co-administrées avec un opiacé à des rats ou des souris, non seulement elles bloquent l'apparition d'hyperalgésie mais elles maintiennent également les propriétés analgésiques de l'opiacé à des doses réduites. Un résultat prometteur qui encourage les chimistes à améliorer ces candidats en vue d'une utilisation pour de futurs essais cliniques.

(1) Directeur de recherche du CNRS, dirige l'équipe Approche anatomo-fonctionnelle de la douleur chronique et de son traitement à l'Institut des neurosciences cellulaires et intégratives (UPR 3212).
(2) Équipe Amidines endogènes et synthétiques, dirigée par Jean-Jacques Bourguignon au Laboratoire d'innovation thérapeutique (LIT - UMR Unistra/CNRS 7200).
(3) Docteurs André Muller et Éric Salvat du Centre d'évaluation et de traitement de la douleur.
(4) Chargée de recherche du CNRS.
(5) Chargé de recherche du CNRS, dirige l'équipe RCPG, douleur et inflammation, au sein du laboratoire Biotechnologie et signalisation cellulaire (UMR Unistra/CNRS 7242).
(6) Cf. l'article Chimie de la douleur dans L'Actu n° 67 - www.lactu.unistra.fr.

20 ans/years/Jahre

La formation trinationale de l'École supérieure de biotechnologies de Strasbourg (ESBS) fête ses 20 ans. Celle-ci s'est aujourd'hui forgée une solide réputation et l'argument des langues en fait une valeur sûre, tant aux yeux des étudiants que des professionnels.

[Élodie Legrand]

En 2012, trente ans après sa création par les professeurs Pierre Chambon et Jean-Pierre Ebel, l'ESBS fête les 20 ans de la sortie de la première promotion trinationale. À l'époque, une convention est signée entre l'école et trois universités allemandes et suisses sous l'impulsion des professeurs Werner Arber et Jean-François Lefèvre. Annie-Paule Sibler, enseignante-chercheuse en génie génétique se souvient : « Ils ont eu l'idée d'aller chercher les meilleurs spécialistes dans leurs domaines à l'étranger : biologie et physiologie des plantes à Freiburg, génie des procédés à Karlsruhe et microbiologie à Bâle. »

Il y a vingt ans...

Christian Döhring, issu de la toute première promotion trinationale se remémore : « Je n'avais pas prévu d'aller faire mes études en France mais quand l'opportunité s'est présentée de poursuivre mon cursus tout en étant immergé dans une nouvelle culture, je n'ai pas hésité. La formation avait l'avantage de réunir en un même lieu les professeurs les plus renommés dans leur domaine ! » Occupant aujourd'hui un poste à responsabilités dans une société suisse d'équipement médical, il souligne

qu'être confronté à différentes cultures et maîtriser plusieurs langues lui a surtout permis d'acquérir une grande capacité d'adaptation, qualité importante dans une carrière professionnelle. Georges Orfanoudakis, directeur actuel de l'école, ne cache pas les difficultés générées par le caractère trinational de la formation. Et pour cause, malgré le processus de Bologne débuté en 1999, l'équivalence des diplômes entre les pays européens est loin d'être évidente. Depuis l'année dernière, l'Université de Freiburg permet aux étudiants allemands, intégrant à bac +2 le cursus d'ingénieur, d'obtenir l'équivalence de leur licence allemande à l'issue de leur première année à l'ESBS. Une belle avancée qui, espère le directeur, ne manquera pas de faire remonter la part des étudiants étrangers intégrant l'école, en diminution ces dernières années.

Une école « familiale » à la réputation grandissante

Plus qu'une augmentation du nombre de candidatures, son directeur voit surtout une nette amélioration de la qualité de ces



Cursus trinationaux à Strasbourg

Située au carrefour de l'Europe, l'Université de Strasbourg fait la part belle aux parcours trinationaux. Licences en Génie civil (IUT Robert-Schuman), en Génie électrique et informatique industrielle (IUT de Haguenau), masters Langues et interculturelité ou Sciences de l'antiquité, diplôme d'ingénieur en Biotechnologies... Nombreuses sont les formations qui proposent des enseignements en alternance dans les trois pays et/ou des cours dispensés en trois langues. Dans certains cas, les étudiants obtiennent un diplôme reconnu dans les trois pays.



dernières. « Aujourd'hui l'ESBS se situe à la deuxième ou troisième place des demandes des élèves des classes préparatoires et ne constitue plus un choix par défaut. » Tatiana Danthény, étudiante en dernière année, a choisi l'ESBS pour son ouverture sur l'Europe. « Les débuts sont parfois difficiles car les enseignements sont dispensés dans la langue natale de l'intervenant mais aujourd'hui nous nous surprenons à basculer très facilement d'une langue à l'autre. » Particulièrement active dans la vie de l'école, elle apprécie également le côté familial de celle-ci dont les promotions ne comptent qu'une quarantaine d'élèves. « Étudiants, professeurs et administratifs, tout le monde se connaît ! » Côté entreprises, les anciens participent à la mise en place de réseaux professionnels particulièrement efficaces. 80 % des étudiants trouvent leur premier emploi moins de six mois après la sortie de l'école.



Photographies des promotions précédentes

Pixels d'Univers

38 millions d'objets: c'est ce que répertorie la version finale des résultats, rendus publics fin octobre 2012, du grand sondage cosmique du Télescope Canada-France-Hawaï (CFHTLS). Ces catalogues impressionnants ont été intégrés aux bases de données du Centre de données astronomiques de Strasbourg (CDS), implanté dans la capitale alsacienne⁽¹⁾, qui collecte et distribue à l'échelle mondiale les informations utiles pour identifier les objets astrophysiques hors système solaire.

[Myriam Niss]

Le programme CFHTLS a permis d'effectuer de 2003 à 2009, un relevé du ciel sur 155 degrés carrés, dans quatre régions de l'hémisphère nord. C'est environ 800 fois la surface de la pleine Lune telle qu'on la voit dans le ciel, et on y observe des dizaines de millions de galaxies, dont certaines sont distantes de plus de neuf milliards d'années-lumière de la Terre. Ce relevé systématique, effectué avec MegaCam⁽²⁾, une caméra numérique de 340 millions de pixels installée sur le Télescope Canada-France-Hawaï, a produit 15 000 images, chacune d'entre elles représentant près d'un gigaoctet de données. Il a fallu ensuite les « nettoyer » pour que les données soient clairement déchiffrables. « *Le dispositif optique et les conditions d'observation entraînent forcément des artefacts,* explique Françoise Genova, astronome, qui dirige le CDS. *Il a donc fallu que ces images brutes soient calibrées et homogénéisées.* »

Recueillir et distribuer les données

Cette calibration aura demandé trois années supplémentaires pour produire une version finale des données. Celle-ci est mise à disposition par le CDS. Une intégration qui a nécessité des traitements un peu spécifiques, en raison de la taille impressionnante des catalogues. Cependant, précise Françoise Genova, si le CDS ne fait « que » récolter et distribuer ces données, il était prêt depuis longtemps à les prendre en charge: « *Pour un projet important comme le CFHTLS, nous étions, dès le départ, d'accord pour en diffuser les résultats.* » Les objets répertoriés sont mis à disposition dans Vizier et Aladin. Cette grosse arrivée de données supplémentaires n'a pas effrayé Vizier, qui compile déjà pas moins de 10 700 catalogues, totalisant onze milliards



d'entrées! Aladin, une sorte d'atlas virtuel du ciel, permet d'accéder directement aux images du CFHTLS et de les comparer à des images obtenues dans la même région du ciel avec d'autres télescopes. Sur le plan scientifique, cette observation, en profondeur et bien calibrée, apporte des informations précieuses sur l'histoire et la structure de l'Univers à grande échelle et sur ses perspectives d'évolution dans le futur. L'éclat observé des explosions d'étoiles, les supernovæ⁽³⁾, livre, par comparaison avec leur luminosité connue, des indications sur l'éloignement des étoiles et des galaxies qui les contiennent: 500 supernovæ de type « la » ont été détectées et suivies pendant les six années de la mission.

Des informations sur l'expansion de l'Univers

« *Ces résultats ont joué un rôle clé dans la découverte que l'expansion de l'Univers continuait à s'accélérer* », résume Françoise Genova. Le relevé CFHTLS a permis aussi

de progresser dans l'élaboration d'une cartographie de la matière sombre, prédominante dans l'Univers et invisible, mais décelable par ses effets gravitationnels⁽⁴⁾. Des centaines de chercheurs ayant déjà utilisé les données, nombreux sont les champs de recherche qu'elles ont fait progresser, comme, pour donner encore un exemple, l'étude des galaxies en collision, qui vise à établir les moments où les étoiles se forment. L'intégration de toutes ces informations à la banque de données du CDS était très attendue: pour le seul mois de novembre 2012, 90 000 requêtes ont été enregistrées.

(1) Le CDS est hébergé à l'Observatoire astronomique de Strasbourg (UMR Unistra/CNRS 7550).

(2) Appareil numérique conçu et réalisé par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA Saclay), dont le centre de traitement des images est Térapix (Traitement élémentaire, réduction et analyse des pixels).

(3) et (4) En 2009 le CNRS a récompensé par des médailles d'argent deux scientifiques pour leurs travaux liés au CFHTLS: Pierre Astier (IN2P3/CNRS) pour la science des supernovæ et Yannick Mellier (Institut d'astrophysique de Paris) pour l'optique gravitationnelle.

Au fond de la grotte, l'Homo Sapiens

Deux chercheurs strasbourgeois ont participé à la découverte, au fond d'une grotte du Laos, de Jacqueline, une vieille dame de 60 000 ans, considérée comme le plus ancien « Homme asiatique moderne ». Récit d'une belle aventure, passionnée et passionnante.

[Myriam Niss]

L'histoire se déroule au nord-est du Laos, dans la région des minorités ethniques Hmongs, un peuple aux riches traditions culturelles et aux costumes colorés. Les paysages sont magnifiques, la végétation luxuriante, les forêts denses, le relief vallonné, voire montagneux, les cultures en terrasse... Depuis 2002, une équipe pluridisciplinaire et internationale, menée par Fabrice Demeter, paléontologue au Muséum national d'histoire naturelle à Paris, et Anne-Marie Bacon (CNRS Paris), effectue des missions régulières dans des réseaux karstiques (grottes et cavernes),

où se sont déposés des sédiments argilo-sableux. « *On y recherche des brèches à os et à dents fossilisés de rhinocéros, primates, porcs-épics, cochons ou autres orangs-outans qui y seraient tombés* », explique le sédimentologue Philippe Douring⁽¹⁾, qui assure avec le physico-chimiste Jean-Luc Ponche⁽²⁾ la partie géologique de la mission. « *Mais la plupart du temps, on ne trouve dans ces grottes que d'énormes araignées, par milliers!* », s'amuse le chercheur, photos impressionnantes à l'appui.

Un troisième sondage fructueux

Et pourtant, ce jour-là... Par quelle intuition est-il poussé? Sur le site de Tam Pa Ling, après deux semaines de prélèvements au pied d'une tour karstique, Philippe Douring décide de monter au sommet de la colline, d'où la vue sur la région est grandiose. S'apprêtant à redescendre, il distingue une tache sombre dans les broussailles, s'approche et devine, derrière les feuilles géantes d'un bananier, l'entrée d'une grotte profonde, très grande, une vraie cathédrale d'environ soixante-dix mètres de longueur! Les équipiers arrivent à la rescousse. Une première fosse profonde d'un mètre vingt est creusée dans le remplissage argileux du sol de la caverne. Mais on n'y trouve pas la moindre trace de fossile. Une deuxième fosse, plus profonde, n'est pas plus fructueuse. Ce n'est qu'au troisième sondage, effectué « *à tout hasard, juste au cas où* », qu'apparaissent des charbons de bois. Il faudra une année pour les analyser et se rendre compte qu'ils datent d'il y a environ 60 000 ans. Cette mise en évidence provoque évidemment l'extension et l'intensification des fouilles. Et c'est en décembre 2009 qu'un crâne, vraisemblablement féminin, sort de l'argile de la grotte. On l'appelle Jacqueline, en hommage au géologue Jacques Fromaget qui a prospecté dans ce



coin d'Indochine au début du XX^e siècle. Selon les chercheurs, Jacqueline ne vivait pas dans la grotte, car il n'y pas de trace d'habitat. Elle serait tombée dans une faille, ou bien son cadavre y aurait été jeté. La découverte du crâne est très importante pour l'anthropologie, car elle renseigne sur les migrations, bousculant au passage quelques idées: elle montre notamment que les Sapiens ont emprunté des voies diversifiées en se déplaçant d'Afrique vers le sud-est asiatique. Et ils n'ont pas simplement longé le littoral mais se sont aussi enfoncés dans le continent.

Une suite d'improbabilités

« *Trouver les traces d'un hominidé, c'est une suite d'improbabilités, mais un vrai scoop!* », plaisante Philippe Douring. Il n'en est pourtant pas à sa première expérience puisqu'il avait déjà participé aux fouilles réalisées au Tchad dans le cadre de la mission paléanthropologique franco-tchadienne. Ces recherches avaient mené à la découverte en 2001 de Toumaï, un crâne fossile de primate. Il s'estime très chanceux d'avoir connu ces deux événements, car « *beaucoup cherchent une vie entière sans résultats aussi enthousiasmants* ». Mais à Tam Pa Ling, la grotte n'a pas encore tout révélé. Après la découverte du crâne de Jacqueline, il s'agit de trouver le reste de son squelette!

(1) Chercheur à l'École et observatoire de la Terre (EOST).
(2) Chercheur au Laboratoire des matériaux, surfaces et procédés pour la catalyse (LMSPC) - UMR Unistra/CNRS 7515.

Cultures et sociétés en Europe : labo cherche nouvelle impulsion

Leur manifestation au Palais universitaire le 15 octobre lors des Assises territoriales de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est pas passée inaperçue : les membres du Laboratoire cultures et sociétés en Europe (LCSE) sont inquiets. Ils pourraient perdre dans un an le soutien du CNRS.

[Corinne Fugler]

Le Laboratoire cultures et sociétés en Europe⁽¹⁾ rassemble une bonne trentaine d'enseignants-chercheurs, autant de chercheurs associés et une poignée de chercheurs CNRS. Unité mixte de recherche (UMR) dirigée actuellement par Pascal Hintermeyer, le laboratoire pourrait se transformer en équipe d'accueil (EA), si le CNRS réajuste ses priorités et décide de miser sur une autre structure. Pour Gaëlle Bujan, déléguée régionale de cet organisme, « le terme de désengagement n'est pas approprié ». Il est d'usage de rediscuter les projets des UMR lors de chaque renouvellement de contrat et le CNRS est prêt à accompagner le laboratoire strasbourgeois pour cinq nouvelles années si celui-ci prouve que ses centres d'intérêt rejoignent ceux de l'organisme public.

Aujourd'hui, précise la déléguée régionale, « les thématiques du LCSE ne correspondent pas à la politique du CNRS ». Conscients de ce hiatus, pointé depuis plusieurs années déjà par l'organisme, les membres du laboratoire enchaînent les assemblées générales et les réunions de concertation pour définir un projet clair et cohérent. Ils ont bâti dès les premières critiques une feuille de route articulée sur la sociologie du conflit. Et réfléchissent

aujourd'hui à une thématique clairement recentrée sur l'Europe, autour de l'émergence des nationalismes ou du populisme, par exemple. Les interactions entre les États du type migrations ou mouvements de citoyens pourraient également s'intégrer dans ce type de projet, trop peu abouti à ce jour pour être détaillé par les dirigeants du laboratoire.

« L'Université de Strasbourg et le CNRS sont dans une phase de construction, explique Gaëlle Bujan, nous travaillons ensemble pour élaborer un projet qui corresponde à la politique de notre organisme. Il ne faut pas voir la mixité comme un acte administratif mais comme une stratégie scientifique. »

Saisir une seconde chance

Pas facile donc, pour les membres du LCSE d'imaginer le fonctionnement du laboratoire hors du giron du CNRS. Le personnel CNRS devra solliciter une nouvelle affectation, hors d'Alsace peut-être. Un certain nombre d'autres inquiétudes se font jour, qui vont très prosaïquement du maintien des chercheurs dans l'emprise de la Misha à l'avenir d'une publication comme la *Revue des sciences sociales*. Depuis 2001, ce magazine « à comité de

lecture » a pour rédacteur en chef un ingénieur de recherche du CNRS, l'anthropologue Patrick Schmoll. Son départ du laboratoire, qui obligerait l'université à lui chercher un successeur solide, se traduirait aussi par une réduction des moyens humains dédiés à la revue.

Ce magazine⁽²⁾, dont le titre appartient à l'université, est l'une des dernières revues scientifiques généralistes implantées en région. Elle a été favorablement évaluée par l'Aéres⁽³⁾ et par le CoNRS, le Comité national de la recherche scientifique. Tout comme le laboratoire strasbourgeois, d'ailleurs.

Pourquoi, donc, retirer au LCSE son statut d'UMR si la qualité de sa production scientifique n'est pas remise en cause ?

« On ferme une structure qui produit déjà pour encourager une structure dont on pense qu'elle va produire », s'inquiète Patrick Schmoll. D'aucuns évoquent aussi la démographie de l'équipe, qui encadre une centaine de doctorants mais compte en son sein peu de jeunes chercheurs.

L'heure est aussi aux économies d'échelle. Une autre équipe strasbourgeoise, Sage, comme « Sociétés, acteurs et gouvernements en Europe », traite des thématiques proches et vient de gagner ses galons d'UMR⁽⁴⁾.

Le principal reproche, pour le moment, porte sur l'éparpillement des problématiques portées par le LCSE. C'est là-dessus que va porter la réflexion engagée fin 2012 par les collaborateurs de Pascal Hintermeyer, les dirigeants de l'université et le CNRS. « C'est un moment privilégié pour discuter, plaide Gaëlle Bujan, la balle est dans le camp des chercheurs. »

(1) UMR Unistra/CNRS 7236.

(2) Lire dans *Savoir(s)* n° 15, l'article sur les 40 ans de la *Revue des sciences sociales*.

(3) Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

(4) Sage, UMR Unistra/CNRS 7363, sage.unistra.fr

Formation et recherche : échanges avec le Sud

Notre université compte 20 % d'étudiants étrangers, accueille des doctorants, des enseignants et des chercheurs du monde entier, encourage la mobilité, développe des cours en langue étrangère. Et « l'ouverture à l'international » est l'une des caractéristiques qui revient le plus souvent dans sa définition.

Nous avons décidé de focaliser ce dossier sur des coopérations qui relient l'Université de Strasbourg (Unistra) à des partenaires de pays du Sud, en nous frayant un chemin parmi toutes les initiatives et projets internationaux mis en place pour la formation et la recherche. Initiatives ponctuelles, réseaux informels, coopérations bilatérales, participation à de gros projets européens : les formes de la coopération Nord-Sud sont multiples, les objectifs académiques et scientifiques diversifiés et les moyens consacrés différents.

Il ne s'agit évidemment pas d'établir une liste exhaustive de tous les programmes de coopération universitaire impliquant l'Unistra et des universités dans des pays du Sud. Et forcément, les lecteurs noteront des absences. En trouvant des exemples dans des domaines variés – médecine, géographie, physique, sciences sociales, technologies, etc. – ce dossier veut mettre en lumière les apports réciproques de ces partenariats qui s'appuient sur une forte implication de ceux et celles qui les mettent en œuvre.

[Dossier coordonné par Myriam Niss]



Qu'il s'agisse de conventions bilatérales, de programmes européens ou d'actions plus ponctuelles, « les projets de coopération passent par la Direction des relations internationales », annonce Roya Naddaf, sa directrice. La DRI effectue un travail de veille pour les appels d'offres internationaux et européens. Elle aide au montage de projets et répertorie tous ceux « qui ont donné lieu à une signature du président de l'université », fussent-ils à l'initiative d'un enseignant, comme cet envoi, avec l'aide de la bibliothèque du Portique (lettres), de grammaires, de dictionnaires et de manuels de langues et de littérature à Cuba, ou encore ce don d'ouvrages d'archéologie romaine à l'Université de Guelma, en Algérie.

Le renforcement des capacités d'enseignement et de recherche est au cœur des projets de coopération. « L'éducation est un problème crucial pour le développement : l'université française peut jouer un rôle important, en encadrant de futurs encadrants », observe Claire Mainguy, maître de conférences en économie. C'est notamment le faible taux de docteurs parmi les enseignants vietnamiens qui a suscité l'initiative d'André Schmitt. Il a réintégré aujourd'hui la Faculté des sciences économiques et de gestion, après deux années passées à Hô-Chi-Minh-Ville

> Lire la suite page 10



> Suite de la page 9

en tant que co-directeur du Centre franco-vietnamien de formation à la gestion (CFVG), avec lequel un programme de coopération est entamé depuis vingt ans. Il y a lancé la formation doctorale, en relation avec l'école doctorale Cournot de Strasbourg. « *Les Vietnamiens, en quasi-guerre jusqu'en 1979, n'étaient pas formés à la gestion. C'est lorsqu'ils ont perdu le soutien soviétique qu'ils ont dû s'ouvrir, notamment par la politique de Doi Moi, réforme économique initiée en 1986.* »

Un potentiel énorme au Vietnam

La formation au CFVG concerne des personnes occupant déjà des responsabilités, qualifiées dans leurs pays. Elle se déroule en deux temps : une année passée au Vietnam sanctionnée par un master 2, puis l'inscription à l'école doctorale strasbourgeoise, où les doctorants passent un mois par an, tout en conservant leur activité professionnelle au Vietnam. « *L'esprit mandarin et la soif d'apprendre y sont phénoménaux. Cette volonté de formation est soutenue par le programme "20 000 doctorants d'ici 2020".* » Et les effets pour la France ? « *Ils sont principalement indirects : l'accès à des bases de données, une certaine familiarité qui s'installe. Même si parfois, c'est un chemin de croix à cause de la bureaucratie, le Nord y trouve son intérêt. La coopération apporte de nouvelles problématiques de recherche, il y a des relations économiques à développer. C'est un pays à potentiel énorme, avec une population très jeune et de gros besoins à combler. Et il faut que la France soit présente dans cette région à forte croissance.* »

Venir du Cameroun voir sur place

Les universités d'Alsace, surtout les IUT, sont mobilisées depuis 1987 par la transformation et la modernisation progressive de l'enseignement technique supérieur au Cameroun. Des accords successifs de partenariat ont été signés dès 1990 entre les universités alsaciennes, l'Institut régional de coopération et de développement (Ircod) et les universités camerounaises. L'IUT de Douala en a été le premier partenaire, puis l'accord s'est étendu à deux autres IUT du Cameroun, à Bandjoun et Ngaoundéré. Ces trois établissements proposent des enseignements techniques : génie mécanique, électrique, thermique,

Géographie : une tradition en perpétuelle évolution

La Faculté de géographie et d'aménagement a toujours eu des liens avec les pays du Sud. Au fil des années, certains se défont, d'autres se tissent.

[Floriane Andrey]

« L'esprit de découverte de nouveaux pays est inhérent à la formation des géographes. Les pays du Sud ont un autre fonctionnement, une autre logique et constituent donc des enjeux fondamentaux pour nous », confie Joël Humbert, chargé des relations internationales au sein de la Faculté de géographie et d'aménagement. Cette composante a donc toujours eu des liens avec les pays en développement comme le Sénégal, le Bénin, Madagascar. « *Ces collaborations évoluent au fil du temps, certaines s'éteignent car trop difficiles à maintenir, d'autres voient le jour.* » C'est le cas notamment avec l'Université de Santiago au Chili. Dominique Badariotti, co-responsable du master Urbanisme et aménagement, a récemment permis la signature d'une convention avec cet établissement. Un autre partenariat a été signé avec l'Université d'Hanoï et a permis d'accueillir trois stagiaires pendant plusieurs mois en 2010. D'autres devraient bientôt naître avec Dakar, ou voir le jour avec Jogjakarta (Indonésie) ou encore Izmir (Turquie). Des enseignants sénégalais et camerounais ont déjà été invités pendant un à trois mois à Strasbourg. Ces coopérations sont souvent initiées individuellement pour ensuite profiter à tous. Patrick Wassmer, associé au Live⁽¹⁾, travaille par exemple avec l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande et le Maroc. Pascal Handschumacher, chercheur de l'Institut de recherche pour le développement hébergé à la faculté, s'intéresse au Sénégal, à la Bolivie et au Cambodge.

Un rêve à accomplir

En recherche, les collaborations prennent des formes multiples. « *Il y a des thèses en codirection avec l'Université de Tunis par exemple, des terrains de recherche au Vietnam en ce moment, des rapports de travail sur des programmes de recherche avec le Mexique ou encore le Brésil,* explique Christiane Weber, la directrice du Live. Ces pays ont tous des terrains et des capacités à nous apporter et en retour, nous leur offrons nos compétences et nos moyens. »

Les étudiants de Rêves de jeunesse ont d'ailleurs bien intégré cette idée. Grâce à cette association, créée en 2009, dix étudiants sont partis en raid pédagogique en Indonésie en 2011. Et Julien Raude, son président depuis septembre 2011, se bat pour réaliser

un nouveau projet : un séjour d'études et de coopération inter-universitaire avec l'Université sénégalaise Gaston-Berger de Saint-Louis sur le thème de « L'aménagement des villes du fleuve Sénégal, entre dynamiques sociales et gestion patrimoniale ». « *Faute de financement suffisant, nous n'avons pas pu partir l'été dernier ; nous*



En Indonésie, les étudiants ont analysé les coulées boueuses du volcan Merapi

retentions donc en 2013 si, cette fois, le budget le permet », explique l'étudiant, qui regrette le manque de soutien de la Cape⁽²⁾. Il s'agira d'une expérience inédite puisque le travail commun des étudiants des deux pays débouchera sur une présentation des résultats aux élus locaux de la région du fleuve et de la ville de Saint-Louis⁽³⁾. Alors avis à d'éventuels financeurs.

(1) Laboratoire image, ville et environnement.

(2) La Commission d'aide aux projets étudiants a retoqué le projet.

(3) Le séjour donnera lieu à un documentaire, un carnet de bord interactif, des expositions et des conférences.

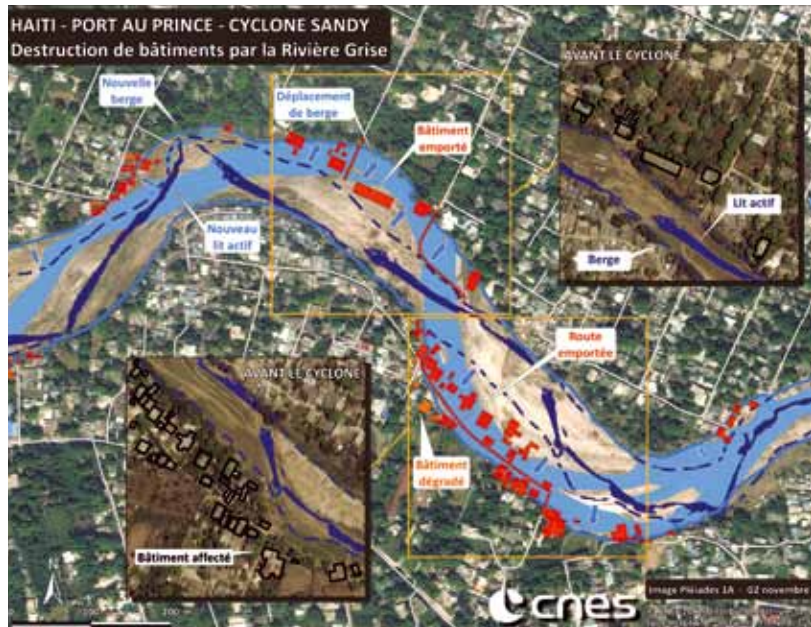


Deux étudiants de l'association Rêves de jeunesse sur une dune de cendre du mont Bromo en Indonésie



Cartographier les événements catastrophiques

Le Service régional de traitement d'image et de télédétection (Sertit), rattaché à l'école d'ingénieurs Télécom physique Strasbourg, intervient dans le monde entier, à travers son service de cartographie rapide, pour délivrer en moins de six heures des cartes fondées sur l'analyse des images satellitaires de diverses catastrophes. Son équipe n'a pas chômé en 2012 dans les pays du Sud avec notamment les cyclones en Haïti, au Mozambique et à Madagascar, les inondations au Niger et en Algérie et le séisme en Iran. « *Lors du cyclone Sandy en Haïti en octobre, nous avons prouvé la disparition de plus de 200 habitations. Et au Niger, en septembre, les cartes ont permis d'assister l'organisation des secours sur place.* », explique Paul de Fraipont, directeur de la structure. Mandaté par l'Agence spatiale française (Cnes), dans le cadre de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures », le Sertit fournit ces cartographies aux services de sécurité civile des pays commanditaires. « *C'est un outil précieux d'aide à la prise de décision.* »



industriel ou encore logistique et informatique avec un boom récent en génie civil. Le partenariat prévoit notamment l'accueil d'enseignants camerounais dans les IUT alsaciens pour des séjours de formation pédagogiques : Armand Nzenkou, Samuel Epesse Missé et Blaise Yenké, rencontrés à l'IUT de Haguenau, viennent de passer une semaine en Alsace. « *C'est utile de voir comment les choses se font ici, au niveau de l'administration, de la scolarité. Il y a des laboratoires équipés : nous nous informons, prenons les références pour remplacer ce qui est obsolète chez nous, mettre à jour. Comme nous sommes limités par le matériel, nous restons davantage dans la théorie. À notre retour, nous faisons des propositions*



pour améliorer les travaux pratiques, nous concevons des maquettes pour l'ouverture de nouvelles filières. » Des échanges entre étudiants sont d'ores et déjà envisagés. Et dans ces relations, qu'est-ce qui, de l'avis des trois visiteurs, motive les IUT d'Alsace ? « *Lorsque des enseignants d'Alsace viennent au Cameroun, ils trouvent un auditoire différent, des questions inhabituelles, cela les oblige à se poser des questions. L'objectif est d'harmoniser les enseignements et d'accompagner le développement. Et puis, c'est important pour tout le monde d'échanger.* »

Traduction-interprétariat : délocaliser les formations

Les échanges internationaux sont le pain quotidien de l'Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales (Itiri). L'institut a une expertise dans la mise en place de formations de traduction et d'interprétariat labellisées Itiri, mais délocalisées dans des pays dits « en voie de développement ». Ces formations se concrétisent grâce à des projets bilatéraux ou européens, en Asie centrale ou encore au Kosovo, où un projet, cofinancé par la Commission européenne (CE) dans le cadre du programme EuropeAid doit permettre d'installer un réseau de traducteurs et interprètes assermentés. Les vingt projets Tempus auxquels participe l'Itiri à

> Lire suite page 14

Algérie-Strasbourg : des relations de qualité

Durables, uniques. Ces termes définissent les nombreuses coopérations établies entre l'Université de Strasbourg et ses homologues algériennes dans divers domaines.

[Floriane Andrey]

La plus ancienne convention de coopération entre l'Algérie et Strasbourg date de 1974. Il s'agit de celle qui a d'abord lié l'Université Mentouri de Constantine à l'Université Louis-Pasteur puis aux facultés du secteur de la santé de l'Université de Strasbourg (Unistra). « C'est la première convention universitaire entre les

Strasbourg et de Sétif et les étudiants ont la possibilité d'obtenir un double diplôme, explique Philippe Turek⁽²⁾, responsable du master pour l'Unistra. C'est la première fois qu'une université française délivre un diplôme au sein d'une université algérienne. » L'initiative a été fortement soutenue par l'Ambassade de France à Alger. Mais rien



Visite au théâtre de Guelma avec les doctorants

Skikda et Oum el Bouaghi avec qui elle travaille essentiellement dans les domaines de la littérature française, de l'archéologie et des sciences sociales. Et ce sont aussi la motivation et l'envie de quelques personnes en particulier qui ont permis à Jean-Yves Marc⁽³⁾ et Cédric Brélaz⁽⁴⁾ de mener des actions en archéologie avec l'Université du 8 mai 1945 de Guelma. « Mohamed Nemamcha, recteur de l'Université de Guelma, et Martine Chassignet, vice-présidente Relations internationales à l'époque de l'Université Marc-Bloch, nous ont très fortement soutenus », confie Jean-Yves Marc. Une école doctorale en archéologie classique a pu être créée dans cette ville où les deux professeurs interviennent une fois par an. « Les étudiants de Guelma, enthousiastes et passionnés, bénéficient ainsi de cours spécialisés qui n'existent pas en Algérie. » Un livre intitulé *Études archéologiques et historiques sur le nord-est algérien dans l'Antiquité* est aussi en cours. « Lauréats d'un appel d'offres de l'Institut français d'Algérie, nous souhaitons également aboutir à un relevé topographique des monuments de la ville », explique M. Marc. Ce dernier mène aussi, depuis trois ans, une action de don de livres. « L'Algérie est plutôt démunie en la matière, je fais donc appel à mes relations pour leur en fournir un maximum. » Malgré le retard objectif de l'Algérie sur la France, notamment en matière d'organisation, toutes ces coopérations perdurent. Car finalement, Abdelhak Benelhadj⁽⁵⁾, responsable du programme de coopération pour la professionnalisation des formations universitaires⁽⁶⁾, en est convaincu « L'Algérie ressemble plus à la France qu'on ne le croit. Il serait stratégiquement avantageux pour tous de préserver ces collaborations, même les plus informelles ».

(1) Professeur à la Faculté de médecine et praticien hospitalier au service de réanimation médicale des Hôpitaux universitaires de Strasbourg.
(2) Professeur à l'UFR de physique et ingénierie.
(3) Professeur d'archéologie romaine à l'Unistra.
(4) Maître de conférences en histoire grecque.
(5) Ancien chargé de mission Relations internationales.
(6) <http://algerialsace.u-strasbg.fr>



Les doctorants de Guelma et leurs enseignants sur le site de Madaure

deux pays qui continue à être active après 38 ans », confie Philippe Sauder⁽¹⁾. Les missions d'enseignement, de formation d'enseignants et de spécialistes et l'aide à la formation doctorale « ont conduit à l'autonomisation de la Faculté de médecine, au renforcement du corps enseignant et à l'émergence de compétences locales », explique le professeur Sauder. Si cette collaboration est la plus ancienne, une autre, plus récente, est tout aussi active et surtout unique en France.

Un double diplôme inédit

Se basant sur des relations de plus de vingt ans avec l'Université Ferhat Abbas de Sétif, des physiciens strasbourgeois ont décidé d'y délocaliser le master Matériaux en 2009. « Les enseignements de cette formation de trois semestres à Sétif sont délivrés par des enseignants de

n'est jamais acquis. « L'Algérie est un pays qui a traversé des crises à des périodes rapprochées et les échanges visent pour beaucoup à pérenniser le master mais ça en vaut la peine : la formation est renouvelée pour 2013-2017 », affirme Philippe Turek. Celui-ci se félicite d'avoir un interlocuteur motivé et efficace sur place, le professeur Mustapha Maamache, doyen de la Faculté des sciences de l'Université de Sétif. « Sans ce soutien, ce serait plus difficile ; nous tenons à cette coopération car nous souhaitons contribuer à l'essor de la recherche expérimentale en Algérie et ce genre de formation permet aussi de compenser la désaffection de nos étudiants pour les sciences dures. »

Des soutiens essentiels

L'Unistra fait aussi partie du consortium algérien des universités de Guelma, Biskra,

Médecine : la longue marche de la coopération avec Shanghai

Depuis 1997, quelques centaines d'enseignants et d'étudiants chinois et français se sont déplacés entre Shanghai et les universités françaises, dont celle de Strasbourg. Histoire d'une coopération très ancienne initiée alors que la Chine ne s'était pas encore « éveillée ».

[Jean de Miscalut]

En mai 1997, le président Jacques Chirac effectue sa première visite d'État en Chine. Entre signatures de contrats commerciaux, échanges de cadeaux, discours obligatoire sur les droits de l'Homme, le président français signe l'accord santé franco-chinois dont un des objectifs est de relancer la filière de formation médicale en langue française de l'Université Jia Tong de Shanghai. Redémarrage d'une – assez – vieille histoire, qui remonte à 1903 et à la création de l'Université « L'Aurore » dans la concession française de Shanghai par les Jésuites.

où le professeur Guy Vincendon, doyen honoraire de la Faculté de médecine de Strasbourg et le docteur Bernard Montaville, directeur adjoint des relations internationales de l'AP-HP⁽¹⁾, proposent, dans le cadre d'un audit remis au ministère des Affaires étrangères, un projet pour structurer et densifier cette coopération franco-chinoise. « On n'y croyait pas trop », reconnaît aujourd'hui Guy Vincendon. Mais, en 1997, Jacques Chirac n'allait pas arriver à Pékin les mains vides. Les propositions de relance de la formation médicale en

Depuis 1997, 193 enseignants français, dont 29 Strasbourgeois, se sont rendus à Shanghai. 205 « faisant fonction d'internes » chinois ont été accueillis dans des CHU français, dont 34 à Strasbourg. Les hôpitaux universitaires de Strasbourg accueillent cette année trois jeunes externes chinois. Dans l'autre sens, 116 étudiants français, dont 21 Strasbourgeois, ont effectué leur stage hospitalier à Shanghai.

Les tribulations des infirmiers chinois à Strasbourg

Enfin, chaque année, un interne des hôpitaux français passe une année complète à Jia Tong. Sa mission est double : former les futurs étudiants chinois qui feront fonction d'interne dans les hôpitaux français, mais aussi encadrer et guider les étudiants français présents à Shanghai. L'un des derniers en place venait de Strasbourg. Et depuis quelques années, la coopération s'étend à la filière de formation aux soins infirmiers. L'expérience a commencé à Strasbourg, non sans quelques difficultés administratives. Pas de problème pour accueillir ou pour envoyer des infirmiers. En revanche l'administration française, dans un premier temps, n'a pas accordé de visa aux étudiants infirmiers chinois suspectés d'exercice illégal de la médecine. « Mais ça s'arrange », rassure Guy Vincendon qui croit dur comme fer à ces échanges. « Quand un chercheur chinois vient faire une thèse de deux ou trois ans, dans un labo français, comme c'est actuellement le cas à l'IGBMC, il développe et dynamise le vivier de l'innovation à Strasbourg. C'est la condition pour qu'il y ait des développements économiques ultérieurs. Et seule, Strasbourg n'aurait pas pu le faire. »

(1) Assistance publique-hôpitaux de Paris
(2) L'Université de Jia Tong établit le classement académique des universités mondiales



Cours de médecine donné à Shanghai par Guy Vincendon

En 1952, la faculté francophone rejoint le collège médical n° 2 de Shanghai avant de sombrer dans l'oubli pendant les trois décennies du maoïsme triomphant.

L'accord santé franco-chinois

Réveil en 1982. Profitant du renouveau qui balaie toute la Chine, la municipalité de Shanghai, avec l'aide d'anciens professeurs, décide de réanimer la flamme francophone de ce qui deviendra quelques années plus tard l'Université médicale n° 2. La coopération reprend doucement sans véritable programme ni coordination. Jusqu'en 1996,

langue française de l'Université médicale n° 2 de Shanghai se retrouvent donc au cœur de l'accord santé franco-chinois. Et depuis, la coopération et les relations n'ont jamais cessé : l'Université médicale n° 2 a rejoint l'Université Jia Tong⁽²⁾, le professeur Guy Vincendon a effectué quarante-deux voyages en Chine, et des dizaines d'étudiants chinois sont venus se former dans une vingtaine d'universités françaises, dont un grand nombre à Strasbourg, deuxième université de province la plus impliquée après Lyon, tandis que des étudiants français se rendaient à Shanghai.

> Suite de la page 11

l'heure actuelle ont répondu, eux aussi, à des appels de la CE, « *les projets suivant les priorités européennes et la réalité du marché européen* », admet Eckart Hötzel, directeur de l'Itiri. Benoît Delâtre, en charge à l'institut de la francophonie, souhaiterait promouvoir le développement d'une formation-pont entre l'Europe et l'Afrique. « *Il y a là-bas un potentiel énorme, de bons linguistes, de bons francophones. Et il existe d'autres réalités que celles que nous connaissons en Europe.* »

Certains programmes Erasmus Mundus, gérés par Terence Boyle à l'Itiri, concernent des partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur non européens. Par exemple, le programme Erasmus Mundus Fatima Al Fihri* qui s'appuie sur un partenariat entre une vingtaine d'universités d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, d'Égypte et de Libye ainsi que de divers pays européens, dont celle de Strasbourg. Initié par la Commission européenne, il entend promouvoir la mobilité des étudiants, dans un souci de « compréhension inter-culturelle » et afin de développer les ressources humaines et la coopération internationale des institutions de l'enseignement supérieur. Environ 200 étudiants sont concernés chaque année par les bourses d'étude. De même, Europlata, qui touche aux sciences sociales, tisse un réseau solide entre des universités européennes et argentines.

Des pays tiers à encourager

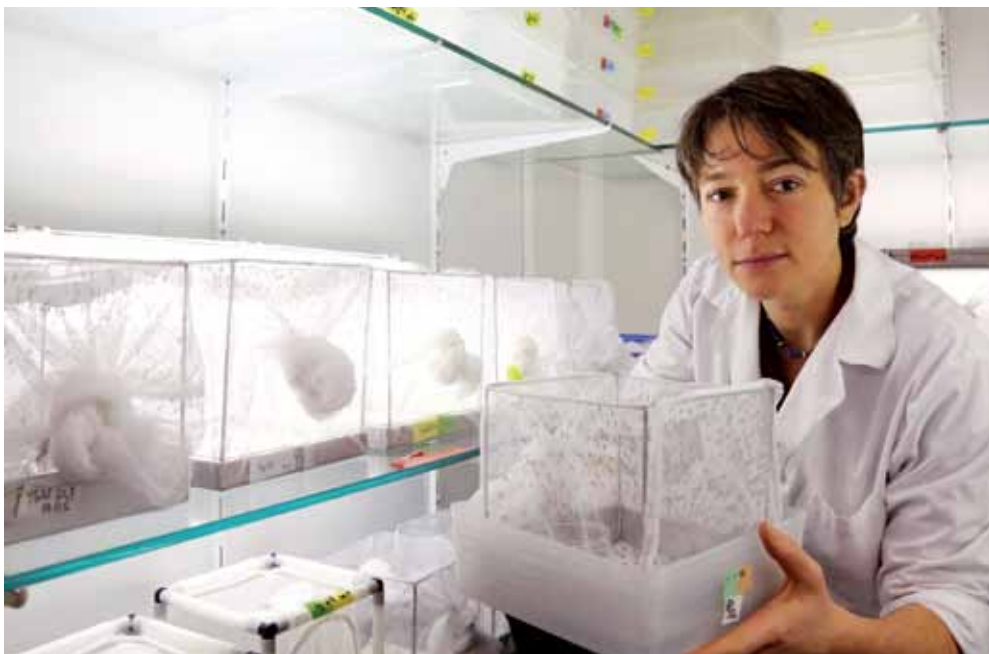
En matière de recherche aussi, les coopérations prennent des formes diverses, du réseau international informel, entretenu par des personnes qui veulent réfléchir ensemble à des problématiques interdisciplinaires (voir p. 16) aux très gros programmes de recherche financés par l'Union européenne notamment le septième programme cadre de recherche et de développement. L'Université de Strasbourg a géré depuis 2007 environ 36 millions d'euros attribués par l'Union européenne pour la recherche, tous projets confondus. La CE encourage fortement la participation de pays tiers et notamment les 146 pays ICPC (International Cooperation Partner Countries), à revenu faible ou intermédiaire : c'est une de ses priorités pour la campagne 2014-2020. « *Nous informons les chercheurs et nous les aidons à préparer et à rédiger leurs projets dans les formes et selon les critères imposés par la Commission européenne* », explique

En guerre contre le paludisme

L'éradication du paludisme, la deuxième maladie la plus meurtrière particulièrement en Afrique, est un des enjeux de la santé mondiale. À Strasbourg, une équipe de l'Institut de biologie moléculaire et cellulaire (IBMC) monte au front avec des équipes camerounaises, kényanes et maliennes.

[Jean de Miscault]

En 1907, Charles-Louis-Alphonse Laveran, interne des hôpitaux de Strasbourg, se voit attribuer le prix Nobel de médecine pour avoir découvert que le paludisme est lié à un parasite présent dans les globules rouges. Un peu plus d'un siècle plus tard, Stéphanie Blandin, chargée de recherche à l'Inserm, et son équipe de l'U963 de l'Inserm, au sein de l'unité propre de recherche « Réponse immunitaire et développement chez les insectes »⁽¹⁾, dirigée, entre 1992 et 2005, par le professeur Jules Hoffmann, prix Nobel de médecine 2011, continue à faire la guerre au paludisme.



Stéphanie Blandin dans l'insectarium de l'IBMC

Chaque année, cette maladie affecte 200 millions de personnes dans le monde et en tue 655 000, surtout dans les pays tropicaux et singulièrement en Afrique. Les principales victimes de la deuxième maladie la plus meurtrière au monde, derrière le sida, sont les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes. Le paludisme est causé par un parasite de genre plasmodium transmis de l'homme à l'homme par l'intermédiaire d'un moustique. Le moustique tueur, en l'occurrence l'anophèle gambiae, pique un homme déjà infecté et transmet le parasite en piquant un autre homme.

L'ennemi, c'est le parasite

Différents moyens sont utilisés pour lutter contre la maladie : distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide, assèchement des marais, aspersion massive de DDT⁽²⁾, très utilisé après-guerre au temps de la chimie triomphante, traitement à l'artémisinine⁽³⁾, à ce jour un des plus efficaces. Au-delà de ces actions aux effets finalement limités, l'équipe du docteur Stéphanie Blandin cherche à comprendre ce qui se passe chez le moustique.

Car l'ennemi n'est pas le moustique, mais le parasite. La question est la suivante : comment se fait-il que certains moustiques sont infectés alors que d'autres ne le sont pas ? En comprenant comment le moustique se défend, on pourra s'en inspirer pour protéger l'homme. L'axe de recherche principal de l'unité 963 concerne donc la réponse immunitaire de l'anophèle vis-à-vis du parasite. « *Quand les moustiques se nourrissent du sang de souris infectées par le parasite, 50 à 75 % résistent*, raconte Stéphanie Blandin. *On sait que c'est dû à des facteurs génétiques. Au labo, nous avons même identifié un facteur que nous avons baptisé TEP 1, qui confère un degré de résistance différent aux moustiques.* »

Reste à vérifier que ces moustiques résistants, isolés dans le laboratoire de Strasbourg, le sont aussi sur le terrain, au cœur de l'Afrique. C'est le travail mené en coopération notamment avec les laboratoires de l'Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies en Afrique centrale, à Yaoundé, ou du Centre de recherche et de formation sur le paludisme de Bamako. Grâce à des financements européens, des échanges de formation sont organisés entre l'IBMC à Strasbourg et ces centres de recherche africains.

Pourra-t-on un jour éradiquer le paludisme ? En chercheuse aguerrie, Stéphanie Blandin se garde de tout pronostic, mais constate : « *Du fait du réchauffement climatique, les pays d'Europe et d'Amérique du Nord pourraient eux aussi être touchés.* » Faut-il y voir la cause de financements complémentaires qui permettraient, par exemple, de construire un nouvel insectarium à Strasbourg ?

(1) Unité propre du CNRS 9022

(2) Dichlorodiphényltrichloroéthane, un insecticide puissant.

(3) L'artémisinine est la base principale des médicaments antipaludiques actuels.



Insectarium

C'est un petit bâtiment à l'ombre de l'IBMC. Chaque semaine, l'U963 y donne naissance à des dizaines de milliers de moustiques : de superbes anophèles gambiae, élevés de la larve à l'âge adulte, retenus en captivité dans des petites moustiquaires portatives (le monde à l'envers !) et infectés ou pas à partir de souris elles-mêmes infectées.

Un nouvel insectarium doit voir le jour au même endroit dans quelques années dans le cadre du Plan campus avec un financement ÉquipeX. Il permettra de travailler, dans des conditions de sécurité optimales, sur les maladies transmises par le moustique : paludisme, dengue, chikungunya, etc.

Sandrine Schott-Carrière, responsable de la cellule Europe. Elle cite en exemple le programme Marex qui s'étend sur quatre années (2010-2014), pour un coût de 7,9 millions d'euros, financés à hauteur de six millions d'euros par l'Union européenne. Basé sur une coopération entre des partenaires industriels et académiques, ce projet d'envergure vise à explorer la biodiversité marine, encore peu exploitée, afin d'y découvrir de nouvelles molécules anticancéreuses, anti-inflammatoires, antivirales et anticoagulantes et stimuler la croissance et la productivité de la biotechnologie marine en Europe. Marex réunit une quinzaine de laboratoires de recherche européens, mais aussi du Chili, d'Inde, du Liban et de Turquie pour englober tous les océans et mers du globe. Parmi eux, l'équipe strasbourgeoise de Christian Muller met en œuvre, au Laboratoire d'innovation thérapeutique (UMR Unistra/CNRS 7200), une technique de criblage qui permet de tester une quarantaine de molécules en une seule fois.

Le programme de recherche CEOP-AEGIS est un autre exemple : Jérôme Colin, pour le Laboratoire des sciences de l'image, de l'informatique et de la télédétection (UMR Unistra/CNRS 7005) assure la coordination financière et juridique de ce consortium réunissant dix-huit partenaires de recherche, en Europe, en Chine et en Inde. Le projet prévoit la conception d'un système d'observation de haute technologie, capable de référencer et d'évaluer le bilan hydrique du plateau tibétain, la prédictibilité des moussons étant essentielle pour la vie humaine et l'écosystème de toute l'Asie du sud-est.

Des masters qui parlent de développement

Enfin, même s'ils ne sont pas assortis de projets de coopération, il ne faut pas oublier de mentionner les cursus d'enseignement où sont abordées les questions de développement, ouvrant la réflexion sur les relations Nord-Sud. La Faculté des sciences sociales propose un master 2 lié aux enjeux et pratiques de développement dans les pays du Sud. L'Itiri, en section relations internationales, consacre un master 2 à la politique de coopération de l'Union européenne envers les pays en développement, qui est également sur la sellette en économie, dans le master Macroéconomie et politiques européennes.

* du nom de la fondatrice de l'Université de Qarawiyyin, à Fez, en 859 de notre ère. 17 - Février 2013 Savoir(s) 15

Sciences économiques et sociales : partenaires du développement

La notion de coopération Nord-Sud a évolué : « On est passé d'une vision du Nord qui doit aider le Sud à une vraie relation partenariale », constate Francis Kern, professeur de sciences économiques et chercheur au Béta⁽¹⁾. Ce convaincu de l'économie sociale et solidaire et des modes de développement durable impulse depuis plus de vingt ans, principalement en Afrique, des projets de coopération sous des formes diverses.

[Myriam Niss]

À l'Université de Ouagadougou, où il a été détaché à la fin des années 1980 au titre du ministère de la Coopération et du développement, Francis Kern s'est attelé à redynamiser le département de troisième cycle et un DEA⁽²⁾ en perte de vitesse. Ce séjour lui a donné l'occasion de s'immerger dans les réalités économiques et sociales du Burkina Faso, en travaillant étroitement avec la Mission française de coopération. À son retour à Strasbourg, dès 1992, il participe à la mise sur pied du

bénéficient de nouvelles spécialités. Chaque année, une centaine de diplômés de masters et plusieurs dizaines de docteurs en économie ont été formés lorsque le programme s'est élargi à la formation doctorale », précise l'enseignant.

Former dans le contexte

C'est un autre mode de coopération, bientôt renouvelée pour cinq ans, qui lie la Faculté des sciences économiques et de gestion à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales (Essec) de Douala au Cameroun. Le programme intervient dans l'école doctorale, avec des séminaires d'encadrement, des conférences... Le constat de départ : au Cameroun, il y a trop peu d'enseignants de niveau doctoral pour le grand nombre d'étudiants. Des programmes de recherche enrichissent cette coopération, portant sur l'entrepreneuriat, ou encore sous forme de cotutelles de thèse sur l'exploitation des forêts et la certification des bois. « Les relations Nord-Sud ont perdu la notion hiérarchique ou postcoloniale. Il y a des gens brillants dans les pays du Sud, formés sur des thématiques et des préoccupations qui sont les leurs. » On cherche aujourd'hui à contextualiser les formations, pour que les étudiants n'en soient pas déconnectés après leur formation. « Les enseignants et les doctorants ont la possibilité de venir passer un à trois mois dans l'année dans

notre laboratoire, prenant eux-mêmes leurs voyages et leur hébergement en charge, car ce type de coopération permet de définir le cadre institutionnel, mais sans financements. Les dispositifs des professeurs invités fonctionnent toujours pour la partie camerounaise, mais l'Université de Strasbourg a dû en réduire le nombre cette année. »

Une autre formule a fait son apparition : les réseaux interdisciplinaires et inter-

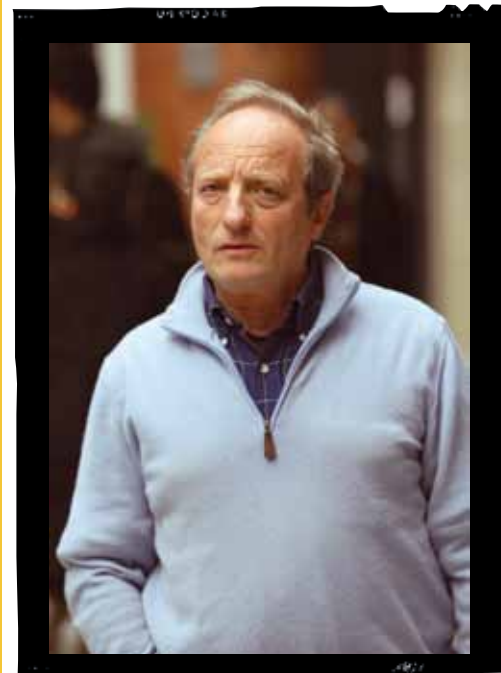
universitaires Nord-Sud, qui abordent des thématiques transversales. Depuis six ans, un de ces réseaux s'est formé à partir du département Économie et société de l'Université de Haute-Alsace et de quelques universités du Maghreb. « Certains thèmes, comme le développement durable, sont forcément pluridisciplinaires, englobant l'économie, la sociologie, la géographie... » Ce type de réseau étant informel, les relations s'adosent à la coopération d'État et aux universités. Trois conventions ont été signées coup sur coup ces dernières semaines, avec les universités de Tizi Ouzou, Bejaïa et Marrakech, pour l'appui à l'ouverture de masters sur le développement durable, l'économie sociale et solidaire ainsi que l'organisation de séminaires de recherche nomades au sein du réseau « Développement durable et lien social ». Ce qui peut préfigurer de nouvelles formes de coopérations universitaires et scientifiques.

Un des rôles de l'université

Au-delà de l'image d'ouverture internationale et de rayonnement scientifique, Francis Kern estime que les projets de coopération doivent être en prise directe avec le développement, en être acteurs : « Ce qui est stimulant dans un projet Nord-Sud en sciences sociales, c'est qu'il ne s'agit pas seulement de mobiliser la théorie, mais de favoriser concrètement le développement dans une partie du monde. Et cela fait partie des missions de l'université de s'ouvrir vers les pays du Sud en étant partenaire de leur développement. »

(1) Bureau d'économie théorique et appliquée - UMR Unistra/CNRS 7522.

(2) DEA : diplôme d'études approfondies, ex-master 2 de recherche.



▲ Francis Kern

Programme de troisième cycle interuniversitaire (PCTI) en économie qui couvre toutes les universités d'Afrique francophone et qui inclut des universitaires africains et non africains. « Ce programme a permis de relever le niveau des formations. Les universités africaines mettaient leurs campus en commun, Ouagadougou accueillant Niamey, ou Dakar, Bamako..., avec chaque été des cours à option pour que tous les étudiants

Des dieux, faire l'éloge

Plus de 700 pages consacrées à la manière dont Aelius Aristide louait, en prose, les dieux de la Grèce du II^e siècle ap. J.-C. Cette étude synthétique et cette traduction donnent accès au « plus riche corpus d'éloges rhétoriques de dieux qui soit conservé ».

[Myriam Niss]

En traduisant l'orateur Aelius Aristide, Johann Goeken, spécialiste en langue et littérature grecques, qui lui a consacré une thèse dirigée par Laurent Pernot, ressort de l'ombre un personnage dont les écrits ont été lus, commentés et admirés, de son vivant jusqu'au Moyen-Âge, pour ensuite tomber dans l'oubli. L'ouvrage s'adresse avant tout à des spécialistes de l'Antiquité gréco-romaine, philologues ou historiens, en particulier des religions. Mais qui était donc Aelius Aristide ? L'auteur le présente comme un sophiste de l'Asie gréco-romaine, illustre en son temps, « un de ces orateurs qui, à l'époque d'Antonin et de Marc Aurèle, allaient de cité en cité, proposant au public d'habiles discours sur des thèmes très variés ». Mais c'était aussi un malade, un hypocondriaque mélancolique « possédé par Asclépios, le

dieu de la médecine, auquel il s'était entièrement voué ». Aristide, comme tous les gens importants de son époque, passait du temps à Pergame, où se trouvait un sanctuaire réputé d'Asclépios. S'y sentant protégé, il y faisait de nombreux rêves, transmis en direct par le dieu avec des prescriptions médicales et littéraires.

Quand l'antique fait écho au contemporain

Ce sont ces rêves qu'Aristide consignait sous forme de journal et dont on a un aperçu dans son autobiographie intitulée *Discours sacrés*. Dans les hymnes en prose, Asclépios est confirmé dans son rôle de dieu « pratique », qui aide à gérer le quotidien. Mais Zeus, qui exprime sa pensée et commande aux autres dieux par l'intermédiaire de sa fille Athéna, est honoré de façon plus abstraite, comme le maître de l'Univers. « Il y a donc plusieurs niveaux de religiosité et il est intéressant d'observer comment ils cohabitent », observe Johann Goeken, qui reconnaît s'intéresser aux religions antiques parce qu'elles permettent de comprendre le monde d'aujourd'hui et notamment ce qu'on appelle le bricolage religieux de nos contemporains ». Ce travail a une portée incontestablement sociologique : « Saisir comment on concevait les dieux au II^e siècle et comment on les louait pour les pousser à faire du bien, aide à mieux connaître les mentalités de l'époque. » Aristide, spécialiste de l'éloge, laisse entrevoir des attitudes et des comportements spécifiques : l'orateur et son public attendent des dieux qu'ils soient prodiges en bienfaits, pour la vie sociale et politique, la santé, le bien-être matériel... Et il est important de prouver que le dieu qu'on loue est grand : l'orateur y croit fermement, chaque dieu auquel il s'adresse étant présenté comme le plus utile. L'hymne doit convaincre les plus sceptiques. Édité en Belgique dans une collection spécialisée dans les ouvrages de rhétorique religieuse, ce travail s'enrichit de nombreuses

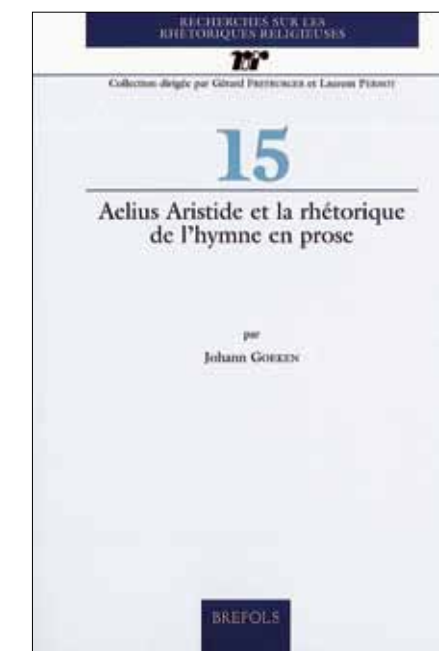


▲ Johann Goeken

références, annotations et notices explicatives. Il permet de lire des textes qui n'avaient jamais été traduits et publiés en français.

Au plus près du texte

La traduction s'appuie sur le texte (révisé) édité pour la dernière fois en 1898 par Bruno Keil, alors professeur à l'Université de Strasbourg : « La tradition allemande se poursuit aujourd'hui. » Les hymnes en prose sont extrêmement difficiles, avec leur langue très chargée en figures de style. Johann Goeken aime traduire et retraduire, toujours à partir de l'original en s'efforçant de rester « au plus près du grec ». Il dit avoir effectué six traductions successives pour trouver la façon la plus juste de rendre le sens des hymnes. Apparue à une époque où la littérature chrétienne prenait son essor, ces textes posent aussi des questions sur « l'identité religieuse dans un monde pluriel », souligne Gérard Freyburger et Laurent Pernot dans la préface. « Cela peut aussi expliquer pourquoi Aristide a choisi de composer des hymnes en prose », conclut Johann Goeken.



★ *Aelius Aristide et la rhétorique de l'hymne en prose*, par Johann Goeken, Brepols, collection Recherches sur les rhétoriques religieuses dirigée par Gérard Freyburger et Laurent Pernot, 2012.

Les cellules souches enfin capables de fabriquer des muscles

Fabriquer des muscles et soigner des maladies musculaires à partir de cellules souches, tels sont les enjeux de la start-up Anagenesis biotechnologies créée en 2011 et issue des travaux innovants du professeur Olivier Pourquié, chercheur à l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC).

[Anne-Isabelle Bischoff]

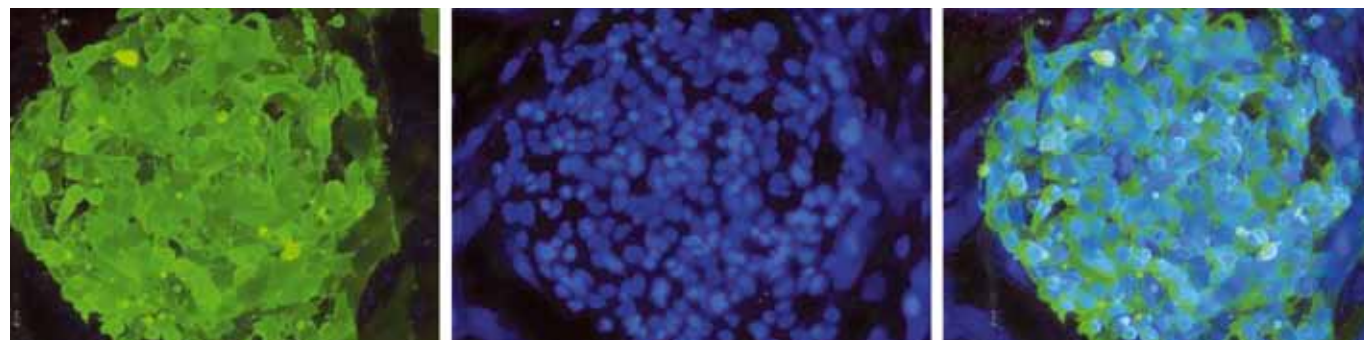
Cœur, pancréas, neurones, etc., certaines cellules de ces tissus peuvent être fabriquées *in vitro*, contrairement aux cellules des muscles. Après plusieurs années de recherche aux États-Unis puis en France, Olivier Pourquié et ses collaborateurs ont réussi à transformer des cellules souches embryonnaires murines puis humaines en cellules musculaires. Une première mondiale ! La technologie innovante permettant cette différenciation tant attendue a fait l'objet d'un dépôt de brevet et a motivé la création d'une start-up, baptisée Anagenesis biotechnologies.

En effet, si plusieurs sociétés essentiellement américaines existent dans le domaine de la médecine régénérative, aucune encore, et pour cause, ne cible les tissus musculaires. « Notre technologie permet également de travailler avec des cellules souches reprogrammées, c'est-à-dire des cellules adultes spécialisées que l'on force à redevenir pluripotentes⁽¹⁾ », souligne Olivier Pourquié,

produire du tissu musculaire en vue d'une greffe. « Tout l'intérêt de la reprogrammation cellulaire est là : les cellules provenant du patient lui-même, on s'affranchit des problèmes de rejet immunitaire, commente le scientifique. Néanmoins, à l'heure actuelle, reprogrammer des cellules peut induire un potentiel tératogène⁽²⁾. » Résoudre ce problème n'est pas trivial mais une fois levé, on pourra restaurer la fonction musculaire de manière définitive.

Une source de revenus

Aujourd'hui, la start-up, tout juste sortie d'incubation, est dans une phase de levée de fonds pour démarrer pleinement son activité. « À mon sens, la création d'entreprise génère un cercle vertueux et ne se fait pas au détriment de la recherche, contrairement à ce que peuvent penser certains collègues », souligne le cofondateur



Colonie de cellules embryonnaires souches humaines en culture. À gauche, l'état pluripotent est caractérisé par le marquage vert. La photo du milieu correspond au marquage des noyaux des cellules. Celle de droite est une superposition des deux.

cofondateur de la start-up. Elle ouvre ainsi de nouvelles perspectives tant au niveau de la compréhension des maladies musculaires que dans le développement de thérapies cellulaires ou de méthodes de diagnostic.

Identifier de nouveaux traitements

La première phase d'activité de la jeune société porte sur le développement de modèles cellulaires *in vitro* de maladies musculaires humaines. « Pour chaque maladie, on part de cellules de peau prélevées sur le malade, que l'on ramène à l'état de cellules souches puis que l'on transforme en cellules musculaires », explique le chercheur. Des modèles cellulaires à façon en quelque sorte. « L'objectif est ensuite de pouvoir tester de manière simple et rapide des banques de candidats médicaments, pour identifier de nouveaux traitements de ces maladies. » En parallèle, la société compte proposer des solutions de thérapies cellulaires, en développant des protocoles de différenciation permettant de

de la start-up. En effet, ce transfert de technologie est source de revenus à court et moyen termes pour le laboratoire d'Olivier Pourquié et les tutelles dont il dépend : soutiens financiers publics pour des projets de recherche collaborative, utilisation des plateformes technologiques de service de l'IGBMC⁽³⁾ par la start-up, retour d'exploitation sur les licences signées, etc. Autant de leviers qui stimuleront l'activité de recherche alsacienne. Si Olivier Pourquié a à cœur d'aider la société à démarrer, il n'a pas souhaité porter le projet. Son métier c'est la recherche. Il conclut : « J'avais déjà eu l'opportunité de participer à la création d'une société marseillaise, Trophos. C'est une expérience enrichissante et un véritable apprentissage que d'y participer, puis de collaborer et d'apporter son expertise scientifique à ces entreprises. On est confronté à une autre organisation du travail, et à des enjeux différents. Cela permet une réelle ouverture d'esprit. »

(1) Cellules capables de se transformer en tout type cellulaire.

(2) Prolifération cellulaire anormale.

(3) UMR Unistra/CNRS 7104 - Inserm U 964.

Une première collaboration financée par un don

Le Laboratoire de neurosciences cognitives et adaptatives⁽¹⁾, soutenu par la Fondation Vinci Autoroutes pour une conduite responsable, réalise depuis quelques mois des études sur différents comportements de conduite. Cette collaboration est née d'une convention passée entre la Fondation Vinci Autoroutes et la Fondation Université de Strasbourg. Une première.

[Floriane Andrey]

Étudier les effets de l'utilisation du limiteur, du régulateur de vitesse et des applications smartphones sur la vigilance au volant et les performances de conduite, tels sont les objectifs du Laboratoire de neurosciences cognitives et adaptatives (LNCA). Parallèlement, deux autres études sur les effets de l'utilisation du téléphone au volant sur les traitements conscients et inconscients de l'environnement routier, ont également pu voir le jour grâce au soutien de la Fondation Vinci Autoroutes. Un don de près de 290 000 euros⁽²⁾ à la Fondation Université de Strasbourg, redistribué au LNCA, a facilité la réalisation de ces études. « C'est la première fois que notre laboratoire bénéficie d'un don qui transite par la Fondation Université de Strasbourg destiné à accroître notre activité de recherche. Nous travaillons d'habitude via la Satt⁽³⁾ avec des partenaires industriels », explique André Dufour, responsable de l'équipe Neurophysiologie et neuropsychologie du vieillissement. « La Fondation établit une relation privilégiée entre le donateur et le laboratoire et se définit comme une nouvelle source de financement complémentaire pour l'unité de recherche dans ce cas-là », confie Alice Couégnas, responsable de campagne à la Fondation Université de Strasbourg.

Une stratégie basée sur les anciens

Pour approcher de potentiels donateurs, la Fondation Université de Strasbourg avait décidé de chercher des profils de personnes ayant un beau parcours professionnel parmi les anciens étudiants strasbourgeois. Il s'est avéré que Pierre Coppey, le président de Vinci Autoroutes, est diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et a réalisé quelques années d'études au Centre universitaire d'enseignement du journalisme. Alain Beretz, président de l'Université de Strasbourg, l'a rencontré au mois de mars 2012. « Une entrevue a, par la suite, été organisée avec les structures de l'université qui pouvaient mener des travaux correspondants aux champs d'actions de la Fondation et susceptibles d'être financés par elle, indique Bernadette Moreau, déléguée générale de la Fondation Vinci Autoroutes, le LNCA en faisait partie. » Une visite du laboratoire a suffi pour séduire le donateur. « Le type de recherches menées, notamment dans le domaine du comportement des conducteurs, de l'hypovigilance au volant et la qualité de l'équipe de recherche nous ont décidés à soutenir le LNCA », confie Bernadette Moreau. Du côté de l'unité de recherche, cette nouvelle manne

financière a permis de réaliser ces études sur trois sujets innovants dans de meilleurs délais et conditions.

Trois études innovantes

Quatre-vingt-dix personnes ont été recrutées par le laboratoire pour tester les trois systèmes. Ils sont chacun passés quatre fois deux heures sur un simulateur, reproduisant tous les paramètres de conduite automobile. L'hypovigilance est évaluée par le biais



Le simulateur du laboratoire reproduit tous les paramètres de conduite automobile

de techniques d'électroencéphalographie et d'analyse des mouvements oculaires.

Les premiers résultats, à propos du téléphone au volant ont déjà fait l'objet d'une campagne de sensibilisation lors des départs en vacances de Noël. Les derniers devraient être connus de manière imminente.

(1) Le Laboratoire imagerie et neurosciences cognitives (UMR 7237)

se nomme Laboratoire de neurosciences cognitives et adaptatives depuis janvier.

(2) La Fondation Vinci Autoroutes fait partie du cercle or des grands donateurs de la Fondation Unistra.

(3) Société d'accélération de transfert de technologies.

Erasmus : des échanges pour construire l'Europe de demain

L'Europe compterait aujourd'hui un million de « bébés Erasmus » ! Ce chiffre a été lâché en octobre dernier par un « papy Erasmus », l'eurodéputé Alain Lamassoure, pour défendre ce programme d'échange d'étudiants menacé par les restrictions budgétaires. Fin 2012, il manquait 90 millions d'euros pour boucler l'année.

[Corinne Fugler]

Alain Lamassoure, qui préside la commission du budget au Parlement européen, connaît bien son sujet : sa fille a rencontré lors d'un séjour Erasmus en Écosse un jeune Espagnol avec qui elle élève aujourd'hui deux enfants.

En 26 ans, beaucoup ont vécu des déclinaisons du film culte de Cédric Klapisch, *L'Auberge espagnole*. Annelise se souvient encore de son retour d'Écosse, qui coïncidait d'ailleurs avec la sortie des *Poupées russes*, le deuxième volet de la saga. C'était en 2005. Elle rentrait au bercail vêtue du maillot de l'Université de Glasgow, d'un kilt, bien sûr, et portait autour du cou la cravate d'uniforme offerte par un étudiant australien. Privée de ses amis et de la « bulle Erasmus » dans laquelle elle avait vécu dix mois, il lui avait fallu un certain temps pour se réacclimater à la France. Annelise, qui étudiait le droit européen, a attrapé à Glasgow le virus de l'international. Elle est rapidement repartie en stage en Algérie, puis au Brésil, avant de se lancer dans un diplôme universitaire franco-italien. À 29 ans, elle travaille aujourd'hui à Strasbourg pour l'association Itinéraire international⁽¹⁾, qui aide les 18-30 ans à trouver un stage ou un emploi à l'étranger. Erasmus lui a permis de conquérir son indépendance dans un cadre sécurisant. « C'était une première expérience forte, un vrai défi, j'ai appris beaucoup sur moi-même ! »

Apprendre du système français

Gérard Schann, aujourd'hui directeur de l'association strasbourgeoise Vil.a.je⁽²⁾, n'a pas choisi, initialement, le cadre rassurant des colocs Erasmus. Pendant ses études à l'Estes⁽³⁾, il a profité du programme Tempus⁽⁴⁾ en 1991, puis d'Erasmus, pour partir vers la Pologne, au moment où ce pays amorçait sa transition démocratique. « À la fac, les enseignants étaient issus du mouvement Solidarnosc, ça bouillonnait de tous les côtés ! » Gérard Schann, qui avait

acquis quelques rudiments de polonais à l'Université populaire avant de quitter Strasbourg, a enchaîné plusieurs stages dans des établissements pour enfants en difficulté, où les travailleurs sociaux se surpassaient pour trouver de quoi occuper

et aussi nourrir les jeunes dont ils avaient la charge. Il a aussi suivi à Varsovie un éducateur de rue : « J'en ai appris plus avec lui qu'en trois ans de cours théoriques à l'école d'éducateurs ! » Par la suite, il a organisé pour l'Estes de nombreux voyages d'études en Hongrie, en Pologne et en Roumanie. « On en apprend beaucoup sur le

système français quand on découvre comment ça fonctionne ailleurs. C'est essentiel pour construire l'Europe. »

Encore quelques freins administratifs

Depuis la chute du mur de Berlin, les universités ont beaucoup évolué et les candidats au départ bénéficient aujourd'hui de bons réseaux qui facilitent leur mobilité. Cependant le montant des bourses Erasmus ne permet pas toujours de vivre de manière autonome à l'étranger. Mathilde, qui a passé dix mois à Oslo pour son MI de droit, a dû demander de l'aide à ses parents. Rentrée à Strasbourg avec un solide bagage en droit international, elle ne s'attendait pas pourtant à ce qu'on refuse son inscription en M2 parce que ses notes n'avaient pas été traduites à temps ! En effet, en Norvège, les étudiants sont évalués avec des lettres, et il lui a fallu trois semaines pour que les deux universités s'entendent sur ses résultats.

Tiffany, qui a complété à Durham, en

Grande-Bretagne, sa licence en LEA a connu à son retour en 2005 un autre genre de mésaventure : son coordinateur Erasmus a refusé de valider certaines matières et ne lui a pas accordé les ECTS attendus. Tiffany a dû passer des épreuves



Étudiants Erasmus à Durham en Grande-Bretagne en 2005

de rattrapage pour obtenir sa licence. C'est d'ailleurs là l'une des faiblesses du programme : les formations proposées de part et d'autre du continent ne coïncident pas à tous les coups.

De plus, les États rechignent à abonder un programme qui, en un quart de siècle, a pourtant tenu toutes ses promesses. C'est le système d'échange qui remporte le plus grand succès au monde. Durant l'année universitaire 2012-2013, il doit faire voyager 270 000 jeunes. Et Bruxelles ambitionne de l'élargir dès 2014 à un « Erasmus pour tous », qui fusionnera l'ensemble des programmes dédiés à la mobilité des jeunes Européens.

(1) www.itineraire-international.org

(2) Vil.a.je, « ville action jeunesse », association spécialisée dans la prévention et le travail de rue.

(3) École supérieure en travail éducatif et social.

(4) www.europe-education-formation.fr

La culture numérique : je like ou je délike ?

Devenus pratiquement quotidiens pour les étudiants, les enseignants et les chercheurs, les outils déployés par le numérique et leur utilisation sont en train de changer bon nombre de pratiques. Une nouvelle culture pédagogique et scientifique se met en place.

[Frédéric Zinck]

Être dans un amphithéâtre aujourd'hui, c'est se retrouver parmi une majorité d'étudiants connectés. Utilisés pour prendre des notes, pour se documenter, pour accéder à des plateformes de travail ou pour consulter les cours en ligne... les outils numériques (tablette, ordinateur portable, téléphone mobile) font partie intégrante du paysage de l'apprentissage. Quel étudiant aujourd'hui pourrait se passer d'un tel appareil connecté au réseau internet ? Si la réponse est sans appel, la réflexion, autour de ces nouveaux espaces d'interactions et d'échanges, ainsi que des nouveaux usages qui en émanent, reste ouverte. Quel sera demain le rapport entre les étudiants et les enseignants ? Quelle est cette nouvelle ingénierie pédagogique qui est en train de se mettre en place ?

Matérialiser une culture virtuelle

Depuis un an, le Centre de culture numérique⁽¹⁾ de l'Université de Strasbourg travaille avec les enseignants, les étudiants ainsi que des acteurs numériques régionaux et nationaux à développer de nouvelles pratiques liées aux usages du numérique. « Le centre se positionne comme un lieu ouvert de recherche et de construction de cette culture numérique. Il s'agit de matérialiser une culture

virtuelle au travers d'espaces bien réels. Lorsque les étudiants et les enseignants viennent nous voir nous ne leur parlons pas de la multitude des outils existants mais plutôt de leur manière de travailler. Nous essayons ensuite de répondre aux problématiques pédagogiques posées en déterminant les outils pertinents qui pourront les aider dans leur usage », explique Rodrigue Galani, responsable du centre. Comment aborder Wikipédia ? Comment utiliser au mieux un tableau blanc interactif ? Comment aborder le partage de données (Opendata) ? Autant de proposition d'ateliers, de conférences et autres tables rondes qui ouvrent de vastes champs d'application et qui servent aussi à faire tomber des verrous. « Au-delà de l'intérêt que peuvent susciter certains outils comme les réseaux sociaux, il subsiste des réticences qui ne sont pas forcément de l'ordre du rationnel : "Je préfère ne pas y aller" me répond-on parfois », ajoute Rodrigue Galani.

Développer un comportement, un savoir-faire, une méthodologie

Pour les étudiants salariés, l'accès aux cours en ligne permet plus de flexibilité dans leur emploi du temps. Déchargé d'une prise de note systématique, l'étudiant en

présentiel peut davantage se concentrer sur le cours et se servir d'un temps virtuel pour approfondir certaines notions. L'outil ne saurait néanmoins se suffire à lui-même. Comme le souligne Noël Thiboud, conservateur et co-directeur de l'Unité régionale de formation à l'information scientifique et technique⁽²⁾, l'Urfist : « La culture numérique ne se résume pas à une simple appropriation d'outils mais se construit autour du développement d'un comportement, d'un savoir-faire, d'une méthodologie. Ce n'est pas parce que vous avez un compte Facebook que vous savez chercher dans une base de données. » Plus de la moitié des 1 500 stagiaires accueillis l'année dernière à l'Urfist étaient des doctorants et pour certains, apprendre à utiliser un traitement de texte efficacement était à l'ordre du jour. La logique des 80/20 est souvent respectée : 80 % des personnes utilisent un outil à 20 % de ses capacités et 20 % les utilisent à 80 % de leurs capacités. « Travailler à une veille et à une évaluation de ces outils est primordial. Leur intégration dans le domaine de l'enseignement et de la recherche est plus que nécessaire pour développer de nouvelles compétences face à de nouveaux usages », explique Noël Thiboud. Rien ne permet pour l'instant de déterminer la nature profonde du changement en cours mais tout porte à croire qu'il va se poursuivre. « Il n'y a pas de méthodes ou de solutions immédiates, mais il y a certainement d'autres manières de faire en combinant au mieux technologie, éducation et science », ajoute Rodrigue Galani.

(1) Le Centre de culture numérique est adossé à la Direction des usages du numérique de l'Université de Strasbourg.

(2) Unité de formation située à l'Université de Strasbourg couvrant l'académie d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté à destination des doctorants, des enseignants, des chercheurs et des professionnels de la documentation.

★ Pour en savoir plus :
<http://services-numeriques.unistra.fr>
<http://urfist.u-strasbg.fr>



Un resto U sur la sellette

Que va devenir le restaurant universitaire Pasteur, situé dans le quartier-gare ? Le Crous a annoncé sa fermeture pour travaux d'ici le printemps 2013. Une fermeture qui risque fort d'être définitive. Cette perspective est très contestée.

[Myriam Niss]



souligne Lydie Passot, représentant la CGT au conseil d'administration du Crous. Quant aux travaux de mise en conformité, le directeur reconnaît « qu'ils auraient dû être entrepris depuis plusieurs années ». Il en estime la durée à trois ans, le coût à cinq millions d'euros et, du coup, « doute fort qu'il soit possible d'investir à ce niveau : des millions ont déjà été injectés dans la rénovation du restaurant de l'Esplanade et le restaurant Paul-Appell va lui aussi bénéficier au printemps prochain de gros travaux ». C'est justement ce que contestent avec véhémence les syndicats, qui sont allés jusqu'à la grève début octobre : « D'un côté, on fait des travaux pharaoniques pour des restos U qui n'en fonctionnent pas mieux pour autant. D'autre part, on programme la fermeture

Mardi, vers 13 heures. On entre par la cour. Une belle quantité de convives est attablée dans les deux grandes salles aux dômes de verre. Les lieux sont imposants : on se trouve ici dans l'ancienne brasserie du Tigre, construite en 1921 par les brasseurs Kronenbourg. Pas de cafétéria : une habituée explique qu'elle a été fermée il y a un certain temps déjà. Au menu de la « chaîne », quelques entrées froides ou chaudes, deux plats chauds au choix, des desserts plutôt appétissants. En entamant la conversation avec les tables voisines, on s'aperçoit que le resto U Pasteur a ses aficionados : David et Milana, venus tout exprès du campus d'Illkirch juste pour le déjeuner, cet étudiant en médecine qui y entraîne ses amis, ou encore cette jeune femme étudiante à l'Esplanade qui a un petit boulot dans le quartier-gare. Ils sont unanimes : « On vient ici parce que c'est bon. » Le cuisinier, qui habite sur place, « aime vraiment faire la cuisine », confirme un étudiant qui travaille au resto U quelques heures par jour.

Une mission sociale

Mais ce succès n'est pas suffisant pour Christian Chazal, directeur du Crous. Il souligne une chute importante des nombres des repas servis. Elle est réfutée, cependant, par les syndicats : « Nous avons consulté les chiffres : entre 320 et 480 repas sont servis à midi, ce qui est tout à fait correct pour ce restaurant universitaire »,

de Pasteur, situé dans un quartier populaire, où vivent beaucoup d'étudiants et où il est tout particulièrement important de conserver de vrais repas équilibrés. Le Crous a aussi une mission sociale ! »

Mobilisation contre la fermeture

La tendance actuelle, au Crous, est à l'ouverture de sandwicheries, qui exigent moins de personnel et raccourcissent les temps d'attente. L'Afges, qui gère le restaurant universitaire de la Gallia, estime que des horaires d'ouverture plus étendus peuvent alléger les problèmes de files. Un travail de sensibilisation des composantes de l'université doit également être mené, pour parvenir à un meilleur échelonnement des cours, afin que les étudiants n'aient pas tous déjeuner en même temps. La mobilisation autour du maintien du resto U du Faubourg-National s'est organisée. Une pétition a réuni un millier de signatures. Des habitants des alentours ont fait savoir, eux aussi, qu'ils ne voulaient pas voir disparaître ces flux quotidiens d'étudiants qui participent à l'animation et à la mixité du quartier. Interpellés, des élus municipaux ont ouvert le dialogue avec le Crous et tentent d'obtenir, avec difficultés, des documents objectifs comprenant des données techniques plus précises, afin d'envisager des solutions alternatives à la fermeture.

Pass campus : quand le couteau suisse se grippe

Mon pass campus Alsace, carte universitaire multiservices lancée en 2009 pour la première fois en France, est loin de faire l'unanimité auprès de ses utilisateurs.

[Corinne Fugler]

Il ressemble à une carte de crédit, il est coloré, personnalisé. Mon pass campus Alsace permet de prouver sa qualité d'étudiant ou de personnel de l'Université de Strasbourg, de circuler en tram ou de déjeuner au restaurant universitaire. Présenté sur le site passcampus-alsace.fr comme « le véritable couteau suisse de la communauté universitaire », ce sésame jaune équipe les 43 000 étudiants strasbourgeois. La version grise s'adresse aux quelques 5 000 agents de l'université, enseignants ou Biatss⁽¹⁾. Alors que les étudiants sont allés chercher dans leur composante le sticker 2012-2013, au prix parfois de plusieurs

et déployer des trésors de diplomatie pour obtenir un coup de tampon. Puis dénicher à l'Agora l'agent de la CTS censé leur éviter un retour en boutique. Et enfin, se débrouiller pour faire transférer sur leur nouvelle carte le reliquat stocké sur l'ancienne.

Au fond du tiroir

Certains se réjouissent déjà de renouveler l'exercice à la date d'échéance de leur Pass, dans trois ans, en plein mois d'août. Les amateurs de monnaie virtuelle, eux, ont pu dialoguer en toute convivialité avec les bornes interactives de la société Monéo, épaulés par la hotline parisienne de l'organisme bancaire.

Quelques-uns ont délibérément choisi de laisser leur carte au fond d'un tiroir. Parce qu'ils disposent déjà d'un abonnement CTS. Parce qu'ils résistent aux sirènes de Monéo. Ou parce que la carte ne leur plaît pas. Ce professeur croisé sur le campus dénonce « son design racoleur et jeuniste ». Il reste attaché, comme beaucoup de ses collègues, à la carte barrée de tricolore qui faisait de lui un

allers-retours, les personnels ont dû cet automne remplacer leur carte périmée. Une démarche a priori simple qui s'est transformée pour beaucoup en véritable parcours du combattant. Un exemple : la course au formulaire. Les plus pressés se sont cassé le nez dans la boutique CTS⁽²⁾. Ils ont dû retourner dans leur composante

fonctionnaire, à l'instar des enseignants des autres universités de France. Mon pass campus, venu avec la fusion des trois universités, les inquiète. Il les soustrait de la communauté des enseignants. Les plus réticents la voient comme un symbole malvenu au moment où l'université fait face aux grands défis de l'autonomie.



Mon pass campus Alsace : trois ans d'évolution

La carte multiservices Mon pass campus Alsace s'est beaucoup développée depuis sa mise en place à la rentrée 2009. À l'origine, elle servait de carte d'étudiant ou professionnelle, de carte de paiement pour la restauration universitaire, de carte de bibliothèques, de porte-monnaie électronique Monéo et de titre de transport CTS. De nouveaux services ont depuis été déployés. Le service impression a été ajouté en 2010, les personnels du CNRS et de l'Inserm peuvent désormais obtenir le pass ainsi que les professeurs émérites et les vacataires effectuant 40 heures d'enseignement ou plus par an (carte d'accès). Une application « Activation des droits CTS » a aussi été créée sur l'ENT. Et certaines UFR de l'université utilisent leur carte pour accéder aux locaux d'enseignement. « Pour préparer la rentrée 2013-2014, un groupe de travail sera constitué pour la mise en œuvre d'une production de la carte multiservices au sein même de l'université afin d'écartier les problèmes de distribution et permettre une gestion améliorée des urgences au cas par cas », confie Willy Tual, responsable opérationnel de Mon pass campus Alsace. Mais le grand chantier à venir reste la dématérialisation de la carte pour accéder aux services depuis les téléphones mobiles. Affaire à suivre.

F. A.

(1) Personnels non enseignants de l'enseignement supérieur : bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé.
(2) La Compagnie des transports strasbourgeois.

La démocratie a choisi Alain Beretz

La communauté universitaire a reconduit Alain Beretz à la présidence de l'Université de Strasbourg. Retour sur une élection et ses résultats plus disputés qu'il n'y paraît.

[Jean de Miscal]

Il y avait dans ce débat public du 11 décembre quelque chose d'un peu surréaliste. L'Afges, qui venait de gagner haut la main les élections étudiantes au conseil d'administration (CA) de l'Université de Strasbourg (67,9 % des voix et 4 sièges), devant l'Unef (24,5 % et un siège) et l'Uni (7,6 % et aucun siège), voulait déterminer le vote de ses quatre élus, lors du premier CA de la mandature, le 18 décembre. Pour cela, elle avait invité les deux candidats à la présidence de l'université à s'expliquer sur leur programme. Donc Alain Beretz, président sortant et candidat déclaré et revendiqué dès la publication de la liste Université Diversité Solidarité (UDS), et Jacques Haiech, candidat tout juste dévoilé (depuis le 3 décembre) de la liste Responsabilité Démocratie Collégialité (RDC), qui s'étaient soigneusement évités pendant la campagne, se sont retrouvés face à un auditoire plutôt clairsemé de l'amphithéâtre Carré de Malberg de la Faculté de droit. Sous le

contrôle d'un chronomètre impitoyable, ils ont répondu à huit questions sur la situation financière, la pédagogie, l'insertion professionnelle, la recherche, les personnels, la vie sur le campus, la gouvernance et les perspectives d'évolution de l'enseignement supérieur régional. Au final, un débat plutôt consensuel, bien plus en tout cas que les quelques communiqués vengeurs publiés pendant la campagne, mais aussi depuis l'annonce des résultats. Tellement consensuel qu'on a failli s'ennuyer et qu'il n'y a quasiment pas eu d'escarmouches entre les débatteurs, très attentifs à ne pas paraître inutilement agressifs ou arrogants face au jury du soir, entendez les quatre étudiants élus de l'Afges, qui tenaient l'issue du scrutin entre leurs mains. Bref, c'était un peu la bataille après la bataille, sauf qu'il n'y a pas vraiment eu de bataille. Au résultat, à l'issue du conseil d'administration du 18 décembre, la victoire va à Alain Beretz, qui l'emporte par 12 voix,

contre 7 et 3 votes blancs, grâce aux 4 voix des étudiants de l'Afges, qui s'est clairement exprimée dans un communiqué: « La concertation est un mode de fonctionnement nécessaire au quotidien, mais elle ne saurait suffire en tant que composante déterminante d'un programme présidentiel. » En langage moins ampoulé, ça donne: on a choisi quelqu'un qui sait prendre des décisions. Et du coup, tous les arguments de campagne de la liste RDC contre l'« hyperprésidence » d'Alain Beretz se sont retournés contre son candidat. Fin d'une élection, dont on retiendra quelques impressions... un peu candides.

Usine à gaz

Les élections universitaires sont une usine à gaz. D'abord, on fait voter les enseignants et les personnels. Ils sont répartis en trois collèges: le A pour les professeurs et assimilés, le B pour les autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels

assimilés, le troisième pour les personnels non enseignants. Ils élisent leurs représentants dans trois conseils: le conseil d'administration de l'université, le conseil des études et de la vie universitaire (Cévu)

aux différents conseils. Les candidats de la liste UDS souhaitaient, eux, qu'Alain Beretz, qui n'était candidat sur aucune liste, mais déjà candidat à la présidence, puisse également participer au débat.

Pour ceux qui ont du mal à suivre, on avait donc, d'un côté (disons à ma gauche) des candidats sans candidat à la présidence, qui voulaient débattre avec les candidats de l'autre côté (disons à ma droite), lesquels avaient déjà désigné leur candidat à la présidence, lequel voulait aussi participer au débat, mais les autres ne voulaient pas... Faute d'entente entre les deux listes, il n'y eut finalement pas de débat avant le vote des électeurs.

Deux vainqueurs

Il y a deux vainqueurs. Le premier, c'est l'abstention des étudiants: seulement 18,71 % sont allés voter. 8 007 votants sur 42 792 inscrits, moins de 2 étudiants sur 10! C'est toujours mieux que dans les autres universités, mais c'est moins que les 19,15 % de 2010. Et du coup, ça pose la question

de la représentativité réelle des quatre élus de l'Afges, qui devraient peser de tout leur poids dans les prochaines décisions du conseil d'administration, mais qui ne représentent que 12,4 % du corps électoral étudiant.

L'autre vainqueur est bien sûr Alain Beretz adoubé par les quatre élus de l'Afges. Avant le vote des étudiants son avenir était plus qu'incertain. Malgré un nombre de voix plus important sur les collèges A et B (54,7 % des voix, contre 45,3 % à RDC), mais du fait de la loi électorale et de la répartition des voix entre les deux collèges, en nombre de sièges, la liste UDS se retrouvait à égalité avec la liste RDC: 7 sièges chacun pour les deux collèges. Tandis que dans le collège des personnels non-enseignants, le SES-CGT-SNTRS-CGT, le Sgen-CFDT et le SNPTES-Unsa remportaient chacun un siège.

Comme quoi, le débat du 11 décembre était peut-être surréaliste, mais il a été utile à Alain Beretz.



et au vaincu...

Jacques Haiech :
« La fusion de l'université est au milieu du gué »

Comment analysez-vous le résultat des élections?

Jacques Haiech: Ce n'était pas une élection personnelle, du moins en ce qui me concerne. L'enjeu, c'est que l'Université de Strasbourg soit gouvernée démocratiquement dans les quatre prochaines années, au service de tous les personnels et des étudiants.

Quelle sera l'attitude des élus de la liste RDC pendant la prochaine mandature?

J.H.: Nous allons veiller à ce que l'opposition soit respectée et nous saurons peser sur les décisions. La première étape sera le choix des personnalités extérieures qui siégeront au conseil d'administration. Il serait normal que nous puissions en désigner au moins une sur cinq. La démocratie, c'est un pouvoir et un contre-pouvoir. L'élection des vice-présidents sera aussi une étape importante.*

Quel doit être le premier objectif de cette mandature?

J.H.: Le budget d'abord. Nous devons redresser nos finances en préservant nos moyens pour la recherche. Ensuite, c'est la formation: les liens entre formation et recherche, la formation au service des étudiants, la vie étudiante... Nous proposerons aussi de créer un espace de concertation sociale permanent pour une vraie politique de ressources humaines au service de l'ensemble du personnel. La fusion de l'université est au milieu du gué: nous devons faire en sorte que l'ensemble des composantes forme vraiment un tout harmonieux.

* Interview réalisée le 8 janvier 2013, donc bien avant le choix des personnalités extérieures et l'élection des vice-présidents.



La parole est au vainqueur...
Alain Beretz :
« Associer le plus grand nombre aux décisions »

Quel sera le principal objectif de votre nouvelle mandature?

Alain Beretz: Mon rôle est d'assurer l'équilibre subtil entre formation et recherche. Nous avons remporté de nombreux succès

en matière de recherche lors des quatre années précédentes. Aujourd'hui, c'est vraiment sur la formation que nous devons le plus innover. Je pense à la pédagogie, à l'intégration croissante du numérique, à la mise en œuvre d'une vraie pluridisciplinarité. Il y a un travail de fond à faire.

Vos adversaires vous ont reproché votre « hyperprésidence ». Donnez-vous à votre second mandat un nouveau style?

A.B.: Je n'ai pas été un « hyperprésident », j'ai juste « hyper travaillé ». Je conteste l'accusation de non-démocratie. En même temps, nous aurons un effort à faire sur la communication des décisions, l'association du plus grand nombre aux décisions. Il convient de mieux impliquer les uns et les autres à la vie de l'université. J'ai bien entendu le message.

D'un point de vue budgétaire, comment comptez-vous vous y prendre pour que Strasbourg tienne son rang de grande université

européenne, tout en étant au service de tous ses étudiants?

A.B.: La restriction des ressources nous échappe. Aujourd'hui, la situation est raisonnablement stabilisée. On est plutôt dans une phase de reconstitution du fonds de roulement. Si les efforts partagés des uns et des autres et à tous les niveaux sont poursuivis, nous pourrions maintenir la qualité de nos missions de formation et de recherche.

Le dossier du rattachement de l'Université de Haute-Alsace à l'Unistra est-il encore vivant? Et, si oui, comment allez-vous le réveiller?

A.B.: La conjoncture doublement électorale n'a pas facilité les choses. Maintenant, j'ai l'impression qu'il y a, à Mulhouse, une équipe présidentielle motivée qui veut avancer. Nous allons rédiger un contrat de site: il doit nous conduire à la convention de rattachement, je l'espère, d'ici l'été. Ça demande du courage politique des deux côtés.

L'université à la Manufacture

Qu'ont en commun l'École universitaire de management de Lyon et l'Université du Capitole à Toulouse? Toutes deux accueillent leurs étudiants dans d'anciennes manufactures des tabacs. L'Université de Strasbourg pourrait bien les imiter, en installant un pôle dédié aux géosciences sur la friche industrielle de celle de la Krutenau.

[Myriam Niss]

Construite à partir de 1848, la Manufacture de tabacs de Strasbourg a été la première du genre. Elle a même servi de modèle aux autres: il reste en France quatorze exemplaires de ce type « Eugène Rolland ». Après 160 années d'activités industrielles, elle a définitivement fermé ses portes en juin 2010. Symbole très fort de l'histoire ouvrière de la ville, elle apparaît de l'extérieur comme une véritable forteresse. Les Journées de l'architecture, en octobre 2012, ont permis aux Strasbourgeois d'aller voir derrière ces solides murs d'enceinte et de découvrir 22 000 mètres carrés de bâtiments encerclant une cour majestueuse, aussi grande que la place Kléber. Le maire de la ville, Roland Ries, a profité de cet événement pour annoncer la volonté municipale d'acquérir le site, qui est la propriété actuelle de la société Imperial Tobacco et fait aussi l'objet de quelques convoitises immobilières.

Au cœur du quartier latin de Strasbourg

La convention partenariale de site signée en 2010 entre l'État, la région Alsace, le département du Bas-Rhin, la communauté urbaine de Strasbourg et l'université, dans le cadre de l'Opération campus, fait de l'Université de Strasbourg (Unistra) un partenaire privilégié pour un futur projet de réhabilitation de cette friche industrielle. Édouard Manini, architecte et urbaniste de l'État, à la tête de la Mission campus de l'Unistra, tient à replacer cette option dans un contexte plus vaste et dans une approche prospective des besoins évolutifs des locaux universitaires. Il estime que « ces bâtiments patrimoniaux au cœur du quartier latin de Strasbourg, si proches du campus historique et de l'Esplanade, constituent une belle opportunité à saisir ». L'idée d'y regrouper un pôle de géosciences, dont les composantes sont à l'heure actuelle dispersées entre divers sites*, a progressivement fait son chemin. C'est dans cette perspective, et afin de définir



ses besoins précis, que l'université mène actuellement tout un travail de programmation. Il a abouti, pour le moment, à l'élaboration de divers scénarios, selon qu'il s'agirait d'un regroupement total ou partiel des structures de géosciences. Chaque option correspond à des surfaces nécessaires à prévoir, l'Unistra participant au portage financier à la hauteur de ses besoins.

Autour de l'agora

Le concept d'« université dans la ville » trouve un écho auprès de la municipalité, qui souhaite faire de ce site patrimonial « un lieu public et de passage », avec une mixité des publics et une multiplicité des fonctions, tout en garantissant cependant « une dimension d'enseignement prédominante ». Autour de la cour, sorte d'agora avec « ses aménités de proximité », pourraient trouver leur place, un pôle d'enseignement supérieur incluant donc les géosciences, mais aussi l'École des arts décoratifs redéployée, des espaces dédiés aux métiers et aux pratiques créatives et artistiques, un pôle de services urbains et de quartier pour l'innovation sociale et solidaire, un hébergement pour les jeunes, une salle de sport, etc. L'étude de programmation, menée par la collectivité avec l'aide d'économistes, de

juristes, d'architectes... vise à définir « les convergences vocationnelles, en synergie avec le programme universitaire ». En langage clair, il s'agira de trouver un juste équilibre entre les différentes fonctions dévolues à



ce site, qui sera à la fois ouvert sur la ville et sur le quartier, aux savoirs, à la culture, à la créativité et aux rencontres, dans le respect de son patrimoine et de son histoire.

* Le pôle de géosciences est constitué de l'École et observatoire des sciences de la Terre (EOST), l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement (Engees) et l'Institut de mécanique des fluides et des solides (IMFS).

La Misha fête ses 10 ans

Début novembre, la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme-Alsace (Misha) invitait à des conférences, à une journée d'étude, à un café musical, à des visites commentées, à des expositions, à des séminaires thématiques et à un concert à l'occasion de son dixième anniversaire. Un ouvrage collectif* a été publié pour cet événement; il reflète une décennie des sciences de l'homme et de la société en Alsace et les enjeux de la recherche dans ces domaines.

[Jean-Marie Gachon]

Point fort de cette semaine événementielle: une conférence-débat intitulée *Strasbourg, capitale européenne?* par le professeur Richard Kleinschmager. Celle-ci interrogeait sur les institutions européennes qui ont fait de la ville une capitale et qui ont puissamment contribué à son développement. Au-delà de cette question du rôle de la ville, a été évoqué le problème de la structure territoriale des institutions européennes et notamment celui de son évolution géopolitique entre un modèle polycentrique et décentralisé, ou au contraire un modèle plus unitaire et pyramidal. Dans le cadre de la journée d'étude



du vendredi 9 novembre à laquelle participait le Réseau national des maisons des sciences de l'homme, les réflexions ont porté sur les contextes et les enjeux régionaux de l'activité scientifique en sciences de l'homme et de la société, en privilégiant deux aspects indissociables: l'apport de ces disciplines à l'étude de faits intéressants au premier chef les régions et les collectivités. Ainsi que les formes de la coopération entre la recherche et les acteurs régionaux: entreprises, collectivités et institutions.

La Misha est un lieu de vie pour des sciences qui ne sont pas toujours perçues comme telles, qui ont eu longtemps besoin d'affirmer leur identité, mais aussi de sortir d'un certain isolement, dû tant à des facteurs institutionnels qu'à des habitudes de travail, parfaitement légitimes au demeurant, centrées davantage sur la recherche individuelle que sur les coopérations d'équipes. Les profondes évolutions de ces dernières décennies ont modifié à la fois l'image et le quotidien des chercheurs qui ont accepté de relever le défi d'une recherche collective et coopérative, œuvrant aux frontières entre les disciplines et les champs du savoir. Dans cette mutation, l'apport des vingt-deux Maisons des sciences de l'homme (MSH) françaises a été essentiel. C'est pour accompagner cette construction de l'avenir que les universités alsaciennes, avec le soutien du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), de l'État et des collectivités, ont décidé, au début des années 2000, de fonder une MSH alsacienne. Cette maison a tout juste 10 ans.

* Les Sciences de l'homme et de la société et la Maison interuniversitaire des sciences de l'homme-Alsace, sous la direction de Christine Maillard, Misha-Éditions, nov. 2012, ISBN 978-2-9543290-0-0, 176 pages, 18 euros.

★ En savoir plus: www.misha.fr

L'identification, courante aujourd'hui, entre recherche (scientifique) et innovation (industrielle) est à la fois douteuse et dangereuse. Douteuse, car seule trouve des applications techniques une part des avancées scientifiques à la fois limitée et imprévisible. Dangereuse, car cette conception privilégie les recherches les moins novatrices, offrant des perspectives de résultats à court terme. Les moyens matériels se concentrent sur les domaines aux applications potentielles immédiates et stagnent, voire régressent, dans les domaines de recherches spéculatives apparemment moins prometteuses.

En France, le monde industriel se décharge trop largement de ses responsabilités propres en matière de recherches appliquées, où la puissance publique assume des investissements, parfois risqués (exemple: ITER), dont le privé tirera les profits (énergie, bio-ingénierie, etc.). Dans la perspective même du développement productif, c'est une politique à courte vue: elle obère la possibilité de découvertes utiles radicalement innovantes à moyen terme. Et surtout, une telle conception enferme la connaissance scientifique dans un rôle instrumental et subordonné, au détriment de sa valeur intellectuelle et culturelle dont s'enorgueillit pourtant notre société. De plus, le secteur privé ne rend nullement au secteur public les bénéfices qu'il en tire, comme le montre la réticence des entreprises à reconnaître la valeur formatrice du doctorat universitaire. À partir de ce constat on peut faire plusieurs propositions:

- Laisser à la charge du secteur privé ce qui lui profitera. L'État peut certes jouer un rôle incitateur en assurant une part des investissements initiaux de projets technoscientifiques industriels lourds, mais à condition de rentrer dans ses fonds en cas de succès, ainsi qu'en proposant des allègements fiscaux aux entreprises (petites et moyennes surtout) qui développeraient leurs activités de recherche appliquée.
- Garantir la stabilité sur le long terme d'un secteur public de recherche fondamentale sans applications prévisibles évidentes. La décision de consacrer à certaines recherches fondamentales les moyens lourds qu'elles demandent (physique subnucléaire, astronomie spatiale, etc.) ne saurait être assujettie à d'hypothétiques retombées industrielles et marchandes, mais demande en revanche un arbitrage collectif démocratique.
- Inciter fermement les entreprises à reconnaître la valeur formatrice de la recherche fondamentale et en particulier du doctorat universitaire, comme c'est largement le cas dans les autres pays développés.

Jean-Marc Levy-Leblond
Physicien et essayiste,
professeur émérite de l'Université
de Nice-Sophia-Antipolis.
jmll@unice.fr

Lucile Schirr dépoussière les archives

Loin de l'image de l'archiviste triant des montagnes de papier dans son sous-sol, Lucile Schirr, première archiviste de l'Université de Strasbourg, raconte son métier au présent. Paradoxalement, la gestion de sept kilomètres-linéaires d'archives requiert un solide sens des relations humaines.

[Caroline Laplane]

« C'est sûr, dans les dîners en ville, annoncer qu'on est archiviste étonne. Certaines personnes ont enfermé ce métier dans des clichés peu valorisants qui renvoient à l'archiviste du XIX^e siècle. Une personne qui classe des montagnes de papiers, de préférence toute seule dans un sous-sol poussiéreux. C'est une image complètement fausse. »

Lucile Schirr est archiviste à l'Université de Strasbourg depuis deux ans. Après une licence d'Histoire à l'Université Marc-Bloch, elle prépare un master professionnel Patrimoine et musée à l'Université de Haute-Alsace. « A priori, je me destinais à des missions d'inventaire, d'animation du patrimoine. Puis quand j'ai cherché du travail on m'a proposé un poste d'archiviste au centre de gestion de la fonction publique du Bas-Rhin. Et le métier m'a emballée ! »

Le sceau de Charles Quint

Au centre de gestion, où elle est embauchée en 2008, Lucile est archiviste itinérante. Elle fait de l'audit et du conseil auprès des communes du Bas-Rhin, ou bien des missions d'archivage clé en main. Elle est amenée ainsi à participer au classement des archives historiques de la commune de Wissembourg. « Il y avait des archives remontant au XIV^e siècle, des documents rares, certains portant le sceau de Charles Quint. C'est quelque chose que je n'oublierai pas, une vraie émotion », raconte-t-elle.

Générateur d'émotions, le métier d'archiviste ? « Quand on classe les archives d'une personnalité, par exemple, on peut en arriver à ressentir de l'attachement pour elle. La jeune collègue qui a archivé le contenu du bureau de Guy Ourisson*, dans la Tour de chimie, a témoigné d'un tel phénomène. »

Et tant qu'à bousculer les idées reçues, on peut ajouter que c'est un métier très polyvalent, qui exige aussi bien des compétences historiques, juridiques, logistiques que le sens du contact et même un soupçon de psychologie. « La démarche de l'archiviste n'est pas toujours accueillie avec enthousiasme : la destruction de certaines archives, leur conservation, tout est assez encadré juridiquement. En plus, ça prend de la place, ça peut être ressenti comme un fardeau au moment d'un déménagement. Bref, on peut être perçu comme l'incarnation d'une forte contrainte. » Il faut généralement rassurer, expliquer, sensibiliser aussi ses interlocuteurs à la valeur de certaines archives. « Le cauchemar de l'archiviste, c'est d'arriver trop tard : quand des documents de valeur ont été détruits par ignorance. »

De la mémoire des hommes à un archivage professionnel

À l'Université de Strasbourg, Lucile a été recrutée en 2010 pour créer le Service des archives. Le contexte était particulier, juste quelques temps après la fusion. « Les pratiques d'archivage avaient été assez différentes dans les trois établissements et au sein de l'IUFM. Dans certains services, il reposait sur la mémoire des hommes. Or la fusion avait provoqué des mouvements de personnels, de services. Cette mémoire risquait d'être perdue. » Lucile a donc commencé par visiter l'ensemble des locaux dédiés à l'archivage. Elle a compté sept



 Lucile Schirr

kilomètres-linéaires d'archives, stockées dans des conditions plus ou moins bonnes. Puis, elle s'est lancée dans un premier tri pour détruire des documents qui n'avaient plus ni valeur administrative, ni valeur patrimoniale.

Les archives, en effet, se construisent autour de la théorie des trois âges : d'abord, elles sont sur votre bureau, ensuite elles sont classées tant qu'elles ont une valeur administrative ou juridique, et enfin, certaines d'entre elles seront conservées sur le long terme pour leur valeur patrimoniale. « À l'université, on conserve par exemple les procès-verbaux des conseils, tout ce qui a trait aux bâtiments, les diplômes... Les copies d'examens, en revanche, ne sont gardées qu'un an échu, les factures doivent être gardées dix ans par leurs ordonnateurs. »

Autant dire que ce grand chantier d'archivage ne fait que commencer. « Bien sûr, je ne peux pas trier à moi seule sept kilomètres-linéaires d'archives, conclut-elle. Mon rôle est plutôt d'aider les autres à archiver dans les règles de l'art. » Donc, user de pédagogie et d'une grande force de conviction. Par chance, elle ne manque ni de l'une, ni de l'autre.

* Guy Ourisson est une figure de l'Université Louis-Pasteur, dont il a été président de 1971 à 1976. Il est décédé en 2006 après une longue carrière de chimiste. Son bureau est resté en l'état jusqu'à son tri par le Service des archives en 2011.